

L'ÉTOILE



DU NORD

édition en français de Northstar Compass

L'organe du Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique
et de la Société des Canadiens carpato-russes

5430, av. Trans Island, Montréal (Québec) Canada H3W 3A5 - (514) 737-7817 - pueblo@sympatico.ca
ISSN 1929-543X L'Étoile du Nord (imprimé) – ISSN 1929-5448 L'Étoile du Nord (en ligne)



**Pour reconstruire l'URSS et le socialisme
suivons la méthode de Lénine!**

Unité et lutte contre la crise, le fascisme et la guerre!

QUI SOMMES-NOUS ?

Les revues «Northstar Compass» et le «Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique» :

Les cinq éditions de «Northstar Compass» (NSC), en anglais, en espagnol, en français (la nôtre), en népalais en en russe, sont les organes du Comité exécutif du «Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique» (CIASP) et de la Société des Canadiens d'origine carpatto-russe, et visent la reconstruction de l'Union soviétique et du socialisme.

Nos tâches sont :

-1-la formation : histoire et situation mondiale actuelle, économie, politique, questions sociales, philosophie, théories politiques, socialisme scientifique, luttes actuelles, analyses sur la crise, le fascisme, la guerre, etc.;

-2-les activités internes : rédaction de notre bulletin, service de nouvelles, organisation d'activités (échanges, débats, conférences, ciné-club, groupes d'études, etc.);

-3-le travail de masse : appui solidaire à des organisations anti-impérialistes, anti-guerre, étudiantes, ouvrières et populaires, nationales (africaines, amérindiennes, latino-américaines, palestiniennes, philippines, etc.).

La lutte contre le révisionnisme et l'opportunisme, condition essentielle pour reconstruire l'URSS et le socialisme :

Comité de rédaction de «Northstar Compass» :

- Michael Lucas, rédacteur en chef pour le Canada
- George Gruenthal, webmaster de NSC, États-Unis
- Dr. Adélar Paquin et Antonio Artuso, rédacteurs de l'édition en français (depuis février, le camarade Paquin s'est dégagé de la responsabilité du bulletin pour des raisons de santé)
- Victor Bourenkov, rédacteur en chef de l'édition en russe, Russie
- Eduardo Artés Brichetti, rédacteur en chef de l'édition en espagnol, Chili
- Rédacteurs de l'édition en hindi (Parti ouvrier et paysans du Népal)
- Helen Lucas, secrétaire des finances, Canada
- Maria Donchenko, Russie
- Harpal Brar, Angleterre
- Frank Trampus, Canada
- Ray-O-Light, États-Unis
- Irina Malenko, Irlande du Nord
- Galina Savchenko, Ukraine
- Don Currie, Canada

Comité exécutif du Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique :

- Michael Lucas, président
- Michael Opperskalski, Allemagne
- Dr. Adélar Paquin, Canada
- Victor Bourenkov, Russie
- Maria Donchenko, Russie

SOMMAIRE DE CE NUMÉRO:

	Pages:
Éditorial de «L'Étoile du Nord»	3
L'instauration du fascisme aux États-Unis	4
Le concept léniniste d'agitation et de propagande	5 et 6
Vers où va Cuba?	7
Culture - «La bataille de Russie» (1942) Documentaire de Frank Capra	8 et 9
États-Unis et Syrie	10 et 13
Maria Alice Bras (1935-2012) Hommage a un militante brésilienne	13
L'URSS socialiste de Lénine et de Staline face aux puissances impérialistes	14 et 15
Place aux lectrices/eurs – Fiche d'abonnement	16 et 17
Lénine: L'État et la révolution (Résumé)	18
Aux origines du marxisme – Gracchus Babeuf	19 et 22
«Communisme versus Opportunisme» -Fergus McKean	22
Une histoire glorieuse du Parti communiste du Canada de 1921 à 1943	23
Les bombes intelligentes de Wall Street	24
Le sens de la crise grecque Pascal Franchet,	25 et 29
Déclaration de l'Union de officiers russes a l'occasion du Jour de la Victoire	31 et 32
Général Alexei Fomin, Union internationale des officiers soviétiques -, Russie	
Helen Lucas, secrétaire des finances, Canada	
-Eduardo Artés Brichetti, Chili	
-Ray Berbling, Australie	
-Zdenek Novotny, République tchèque	
-Manik Mukherjee, Inde	
-Harpal Brar, Angleterre	
-Galina Savchenko, Ukraine	
-Représentant du Népal (Parti ouvrier et paysans du Népal)	
-Dr Angelo D'Angelo, États-Unis	
-George Gruenthal, États-Unis	
-Ray-O-Light, États-Unis	
-Frank Trampus, Canada	
-Alexei Malkov, Canada	
-Antonio Artuso, Canada	

Éditorial de «L'Étoile du Nord»

«Par où commencer?» et «Que faire?» Pour reconstruire l'URSS et le socialisme, suivons la méthode de Lénine

par Antonio Artuso

Conditions objectives et conditions subjectives :

Qu'est-ce qui manque pour que le prolétariat et les peuples renversent la bourgeoisie et leur État? Des milliards d'exploités, d'opprimés, de victimes de crises, de fascisme et de guerres pourraient se soulever. Les conditions objectives (condition de travail et de vie)? Les conditions subjectives (la compréhension des faits et une analyse scientifique)? Lénine a répondu : ce qui manque, c'est le facteur conscient. Pour changer la réalité (conditions objectives), comprendre celle-ci scientifiquement et diffuser les connaissances (conditions subjectives). Unité idéologique, politique et organique. Une théorie révolutionnaire, un programme qui mobilise les masses et un Parti véritablement prolétarien, c'est-à-dire conscient des besoins du prolétariat, révolutionnaire, scientifique c'est-à-dire basé sur des idées justes.

Quelle est la méthode suivie par Lénine et pourquoi la suivre? Parce qu'elle a fait ses preuves par le développement de l'URSS de la Révolution d'Octobre (1917) à la mort de Staline (1953) et parce que lorsque le renégat Khrouchtchev a conduit le Parti à abandonner les principes marxistes, l'URSS a commencé à sombrer.

La méthode de Lénine : construire un parti sans opportunistes – 3 dates importantes :

1900 (Fondation de l'Iskra, journal contre les tendances opportunistes), 1903 (Programme du Parti, qui a clairement divisé le Parti en bolchéviks – révolutionnaires - et menchéviks - opportunistes), 1912 (Création d'un nouveau Parti ne regroupant que les révolutionnaires) :

En décembre 1900, Lénine fonde le journal l'«Iskra» (l'étincelle – de l'étincelle jaillira la flamme). [28]* Sa méthode est la clarté : «Avant de nous unir et pour nous unir, il faut d'abord nous délimiter résolument et délibérément.» Il faut établir clairement les buts et les tâches du futur parti. [35]

En mai 1901, dans «Par où commencer?», il trace le plan précis de la construction du Parti. Il insiste sur la nécessité d'un parti marxiste centralisé pour abattre le tsarisme et du journal politique comme organisateur collectif. En 1901-1902, dans «Que Faire?», il développe ce plan : «le journal

n'est pas seulement un propagandiste, un agitateur collectif, mais aussi un organisateur collectif» [37]. Le Parti doit organiser l'avant-garde de la classe ouvrière [38]. L'Iskra prépare le rassemblement du Parti sur le plan idéologique et organique et sa tâche essentielle est l'élaboration du projet de programme du Parti. Le programme du Parti ouvrier est un bref exposé scientifique des buts et des tâches du mouvement révolutionnaire du prolétariat et définit le but final [43]. Pendant trois ans, l'Iskra lutte pour les principes léninistes de construction du Parti. L'orientation de l'Iskra est adoptée par les organisations social-démocrates de Russie.

En 1903, les conditions d'unité (1) idéologique (marxisme); (2) politique (programme pour la Russie); et (3) organiques (méthode d'organisation du Parti) étant réunies, le 2^{ème} Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie a lieu à Londres [44]. Le Congrès adopte le programme présenté par l'Iskra. Il comprend deux parties : (1) le programme maximum (la tâche essentielle du Parti est la révolution socialiste et l'instauration de la dictature du prolétariat); et (2) le programme minimum (tâches immédiates du Parti, à accomplir avant le renversement de l'ordre capitaliste et avant l'instauration de la dictature du prolétariat : renversement de l'autocratie tsariste, instauration de la république démocratique, journée de 8 heures pour les ouvriers, supprimer les vestiges du servage, etc.) [46].

On appela bolchéviks (du mot «bolchinstvo», majorité), les partisans de Lénine, qui ont obtenu la majorité lors des élections au Congrès; les adversaires de Lénine, restés en minorité furent appelés menchéviks («menchinstvo», minorité). [49]. Martov, Trotski et Axelrod constituèrent une fraction hostile au Parti, anti-léniniste, embusquée dans la «Ligue à l'étranger» des social-démocrates russes [50].

En 1912, après des années de lutte contre les menchéviks et les trotskistes, les bolchéviks constituent un parti marxiste indépendant de type nouveau au Congrès de Prague. [154] C'est ce parti qui conduira le prolétariat russe à la victoire de la Révolution d'Octobre (1917) et aux luttes suivantes, jusqu'à la mort de Staline. **A.A.**

*Les pages indiquées entre crochets sont celles du manuel fondamental de formation «Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS» (Moscou, 1949).



L'instauration du fascisme aux États-Unis

La «Loi sur l'autorisation de la Défense nationale» (NDAA), signée le 31 décembre 2011 par Obama prépare le terrain pour l'instauration du fascisme

Par: Antonio Artuso



Le 31 décembre 2011, le président des États-Unis, Obama, signe la «Loi sur l'autorisation de la Défense nationale» (National Defence Authorization Act – NDAA).

Suite aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 (qui restent à élucider), les États-Unis ont adopté la doctrine de la soi-disant "guerre contre le terrorisme" pour justifier : 1- le déclenchement de guerres impérialistes des États-Unis / OTAN - invasion, occupation, "changement de régime" et pillage d'autres pays pour étendre la domination de l'impérialisme étatsunien de tous les pays et imposer l'hégémonie mondiale des États-Unis;

(2- l'adoption, par tous les gouvernements capitalistes de lois soi-disant "antiterroristes" transformant graduellement la démocratie bourgeoise (dictatures voilées de la bourgeoisie accompagnées de droits constitutionnels pour le prolétariat et le peuple) en dictatures ouvertes de la bourgeoisie (sans droits constitutionnels) ;

3- l'adoption, aux États-Unis également, de lois de sécurité nationale pour soumettre le prolétariat et du peuple et, sans résistance intérieure, se lancer dans des guerres de conquête mondiale pour relever le pays. La bourgeoisie appuie l'instauration d'un État fasciste aux États-Unis.

Il y a eu d'abord le «USA PATRIOT Act», votée par le Congrès des États-Unis et signée par George W. Bush le 26 octobre 2001, définie par Wikipedia comme loi anti-terrorisme «(...) pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme». Ensuite, le 31 décembre, Obama a signé la «National Defence Authorization Act» : l'Armée n'a ne plus tenir compte de la Constitution et est autorisée : (1) à arrêter sans mandat, à détenir au secret et indéfiniment sans procès (fin de l'Habeas Corpus, des droits et libertés, des garanties constitutionnelles); (2) à tirer sur les présumés ennemis; (3) à interroger comme l'Armée étatsunienne le fait au cours des guerres.

«Doctrine de sécurité nationale» et fascisme :

La NDAA, loi fasciste, est basée sur une doctrine de l'ennemi interne (les communistes avant, les terroristes aujourd'hui), élaborée par tous les secteurs réactionnaires contre le prolétariat et les peuples. En Amérique latine et dans le tiers monde en général, la «Doctrine de sécurité nationale» a justifié l'adoption de lois fascistes, le déclenchement de coups d'États et l'instauration de dictatures militaires (Guatemala, Brésil, Chili, Argentine, Honduras, etc.) quand le prolétariat et les peuples revendiquaient des mesures favorables à leurs intérêts.

La doctrine de l'ennemi interne demandait à l'État et aux forces de répression de celui-ci (polices, armées, etc.), avec l'aide de l'impérialisme US, de renverser des gouvernements élus constitutionnellement (Arbentz, Goulard, Allende, Zelaya, etc.) et de les remplacer par des régimes garantissant l'ordre (dictatures sanglantes appuyées pendant une, deux ou plusieurs décennies par l'oligarchie locale et l'impérialisme US).

Ces régime fascistes avaient transformé les très fragiles et très limitées démocraties bourgeoises locales (dictature de la bourgeoisie accompagnée de certains droits plus ou moins limités pour le prolétariat et le peuple selon le pays) en des dictatures ouvertes de la bourgeoisie (sans aucun droit pour le prolétariat et les peuples).

Aux États-Unis, la «Loi sur l'autorisation de la Défense nationale» (NDAA), signée le 31 décembre 2011 par Obama prépare le terrain pour l'instauration du fascisme. A.A.

Le concept léniniste d'agitation et de propagande

par Carlos Moraes

<http://www.amistadhispanosoviética.blogspot.com.es/2012/07/el-concepto-leninista-de-la-propaganda.html>

Traduction A.A.)

Comunidade José Stalin

Source: A. Pankratova, extrait de «Pravda», publié par l'Association d'amitié hispano-soviétique.

Au cours des prochains mois, nous présenterons des principes de base sur le socialisme. Leur diffusion au sein du prolétariat et de la société et leur application ont permis la création des pays socialistes.

Le socialisme est ainsi devenu réalité. Le prolétariat s'est libéré de l'exploitation en retirant les moyens de production des mains des capitalistes et les a collectivisés.

Le présent article est très opportun. Autant l'agitation que la propagande sont essentielles pour que le socialisme ne soit pas seulement une idée abstraite mais se transforme en une société concrète pour mettre fin à la société

impérialiste, à la lumière des preuves de plus en plus évidentes de la supériorité du socialisme. -Amistad Hispano Soviética.

À toutes les étapes de la lutte historique du prolétariat pour mettre fin à l'exploitation impérialiste du monde et instaurer le socialisme, la propagande des idées du marxisme-léninisme joue un rôle fondamental. Dans les années 1890-1900, lorsque la classe ouvrière de Russie est entrée dans la phase de l'histoire avec sa grande lutte pour la liberté,

Vladimir Ilitch, le grand Lénine, a considéré que la propagation de la doctrine de Marx et d'Engels est la tâche la plus importante de la social-démocratie russe. Lénine a alors écrit ceci :

«Les social-démocrates russes considèrent que leur tâche consiste avant tout» à diffuser «la doctrine du socialisme scientifique, pour répandre parmi les travailleurs la compréhension de l'ordre social et économique contemporain à partir de ses bases matérielles et de son développement dans



les différentes classes». La compréhension «de la société russe, des relations et de la lutte entre ces classes, du rôle de la classe ouvrière dans cette lutte, de son attitude envers les différentes classes, envers celles qui dégénèrent et envers celles qui se développent, du passé vers l'avenir du capitalisme, en assumant en Russie, la tâche historique de la social-démocratie et de la classe ouvrière internationale»

(1).Lénine a expliqué clairement le lien qui existe entre la propagande et l'agitation.

La propagande consiste à expliquer un grand nombre d'idées à un petit groupe de personnes ou à un large public.

L'agitation consiste, au contraire, à expliquer à un grand nombre de personnes, aux larges masses, une ou quelques idées liées à la propagande. Le contenu de la propagande est lié au contenu de l'agitation.

Lorsque, par exemple, le propagandiste parle de chômage aux travailleurs, il doit leur expliquer la nature de la crise, les raisons pour lesquelles la crise est inévitable dans le monde capitaliste, leur décrire la nécessité de transformer la société capitaliste en une société socialiste, etc.

Les agitateurs, quand ils parlent du chômage, présentent le problème en décrivant, par exemple, le cas des familles de travailleurs en chômage, affamés, ou d'autres cas afin de soulever l'indignation des masses contre l'ordre capitaliste injuste. Les agitateurs laissant aux propagandistes le soin de donner des explications plus complètes sur les causes et les conséquences du chômage.

Les agitateurs laissant aux propagandistes le soin de donner des explications plus complètes sur les causes et les conséquences du chômage.

Lénine a constamment insisté sur le fait qu'on ne peut séparer les tâches de propagande, d'agitation et d'organisation, les tâches théoriques et les tâches pratiques.

L'agitation et la propagande, qui fournissent la théorie, visent, dans la pratique, à organiser les masses, à les stimuler à agir, en concentrant leur attention aux tâches prioritaires au moyen de mots d'ordres et de slogans.

Dès le début de son travail politique, en 1893, Lénine exige la fin des méthodes individuelles dans l'organisation des tâches révolutionnaires. Toute la propagande doit être organisée par la direction des comités du Parti, locaux et régionaux, comités qui centralisent les tâches, entre autres l'organisation des voyages des propagandistes dans plusieurs villes.

Lénine a souligné la nécessité d'une éducation systématique des cadres de propagandistes et une augmentation continuelle de leur niveau d'éducation.

Lénine accordé une attention particulière à la sélection soigneuse des propagandistes :

«Les propagandistes, en ce qui concerne les principes et les capacités sont, en fait «très peu nombreux (et, pour être honnêtes, nous devons étudier cette question et démontrer cela au moyen de l'expérience acquise et à long terme).

Il faut spécialiser ces personnes qui se consacrent complètement à ce travail et leur prodiguer des soins» (2).

À toutes les étapes de la révolution, Lénine a souligné la nécessité de lier étroitement l'«apprentissage systématique des vérités du marxisme» et d'en faire connaître largement et profondément les enseignements pour la lutte révolutionnaire des masses.

L'exemple de Lénine en tant que propagandiste :

Le concept de la propagande et de l'agitation léninistes devient plus clair si l'on analyse l'expérience personnelle

de Lénine en tant que propagandiste et agitateur.

Lénine a été le grand maître des bolcheviks en matière de diffusion des idées et d'agitation-propagande.

Son style de propagande se caractérise, avant tout, par son immense capa-



Lénine exigeait que les propagandistes du parti soient toujours avec les masses et jamais à la remorque de celles-ci.

cité démontrer la justesse de la cause communiste par des faits et de convaincre les masses. En diffusant le marxisme, Lénine a développé et enrichi les brillantes thèses du marxisme en développant de nouvelles expériences de lutte des classes.

Chaque mot de la propagande de Lénine était pénétré de l'amour ardent et de la haine viscérale que portent les

travailleuses/eurs contre les exploités.

Dès sa jeunesse, Lénine a étudié les œuvres de Marx et d'Engels, a lu celles-ci plusieurs fois et il a profondément saisi la justesse de leur grande idéologie.

Lénine croyait que la diffusion et l'enseignement en profondeur des œuvres de Marx et d'Engels constituaient le principal objectif de l'agitation et de la propagande.

Lénine savait que les œuvres de Marx et d'Engels, dont les idées étaient déjà bien répandues en 1890, contribueraient à diffuser la science du socialisme, née à partir d'une culture profonde et de connaissances très étendues dans tous les domaines.

Lénine dominait profondément l'économie politique, la philosophie, l'histoire, le droit et, ayant étudié plusieurs langues étrangères, il était capable de lire les auteurs étrangers dans le texte original.

Lénine se distinguait, en tant que propagandiste, par sa merveilleuse capacité d'expliquer des notions complexes de façon très claire et compréhensible, de rendre la théorie marxiste accessible aux masses, mais aussi, de

convertir le marxisme un guide pour l'action.

¹ V. I. Lénine - Œuvres complètes, version en espagnol : p. 178 et 179 du tome II de l'édition russe, Moscou.

² V. I. Lénine - Œuvres complètes, version en espagnol : page 185 du tome V de l'édition russe, Moscou. C.M.

Vers où va Cuba?

Éditorial de «Northstar Compass»

par Michael Lucas

«Northstar Compass» - Vol. 22 - mai # 17 - 2012

Président du Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique et de la Société des Canadiens carpatto-russes et rédacteur en chef de l'édition en anglais de «Northstar Compass».

Le président cubain, Raul Castro, a proposé l'adoption d'un nouveau "socialisme du 21^{ème} siècle". Cette expression signifie que l'État permettra aux entreprises privées et aux compagnies immobilières de fonctionner sur tout le territoire cubain, que l'économie deviendra mixte comme celle qui a d'abord été essayée Yougoslavie, puis dans plusieurs autres pays autrefois socialistes. Cette expérience, baptisée de "perestroïka" (restructuration) a finalement conduit à l'effondrement du socialisme dans l'ex-URSS. Et aujourd'hui, c'est sous le nom de "socialisme du 21^{ème} siècle" que l'on introduit la version cubaine de la "perestroïka". Et les dirigeants déclarent en déformant la vérité : «Le socialisme ne signifie pas que l'État doit posséder tous les moyens de production. Le modèle soviétique s'est effondré parce que toute l'économie appartenait à l'État sous la direction de Staline et du totalitarisme».

COMMENTAIRE : La "perestroïka" de Gorbatchev signifiait qu'il fallait abolir le véritable socialisme. Sous le couvert du "socialisme du 21^{ème} siècle", Cuba s'engage davantage dans la même voie, celle du capitalisme!

M.L.

Position de «L'Étoile du Nord» sur Cuba et le "socialisme du 21^{ème} siècle" :

Comme le signale le camarade Michael Lucas Cuba est en train d'introduire, sous le nom de "socialisme du 21^{ème} siècle" la version cubaine de la "perestroïka". Et nous devons appuyer tout pays dont la souveraineté nationale est menacée par une puissance impérialiste. En 1960, par une révolution de libération nationale, Cuba s'est libérée de la dictature de Batista et de l'impérialisme étatsunien. Les dirigeants révolutionnaires cubains ont essayé d'établir, avec les États-Unis, des relations d'égal à égal, mais les USA ont refusé et commencé leurs hostilités. Le nouveau gouvernement cubain s'est alors tourné vers l'URSS révisionniste et social-impérialiste de Khrouchtchev. Au lieu de développer une économie socialiste, comme l'aurait fait Staline, Khrouchtchev a transformé Cuba en une colonie de l'URSS, qui fournissant sucre et matières premières et dépendante politiquement et économiquement. Avec la chute

de l'URSS, Cuba a dû compter sur des capitaux étrangers et sur la vente de ses matières premières à l'étranger.

Seul le socialisme véritable pourra assurer la souveraineté politique et économique des pays aujourd'hui dépendants du marché capitaliste. Le socialisme véritable est basé sur l'industrialisation du pays, la production tournée fondamentalement pour satisfaire les besoins de la population, sans dépendre de capitaux étrangers ou l'exportation de ses produits sur le marché international, sauf pour acquérir les outils et les produits dont le pays . A.A

2011, l'année des réformes

Isaac Risco , La Havane Diario de Sevilla

Au cours d'une année marquée par le processus de mise à jour économique, les réformes du régime cubain n'ont pas encore réussi à dissiper les doutes et les interrogations sur l'avenir de l'île sous le régime de Castro.

En 2011, le gouvernement de Raul Castro a lancé des réformes radicales après le 6ème Congrès du Parti communiste de Cuba (PCC), tenu en avril. Décrit comme "inédites" dans la presse cubaine elle-même, les mesures, encourageantes pour certains observateurs .

Installation du 6ème Congrès du Parti communiste de Cuba, par Raul Castro.



et cosmétiques pour l'opposition, entraînant une vaste restructuration comportant des éléments d'économie de marché.

«Notre révolution a atteint l'âge adulte», a déclaré Joaquín Infante Ventura, de l'Association des économistes et des comptables de Cuba, après que, face aux contradictions apparentes, on ait appliqué d'anciennes mesures telles que la nationalisation massive des affaires à la fin des années 60. Structurées selon un modèle "irréversiblement" socialiste, les réformes visent à corriger les "erreurs de 50 années", a déclaré Raul Castro, sans renoncer aux acquis tels que la santé et l'éducation gratuite. «Il s'agit d'un processus d'amélioration», a ajouté Ventura Infante.

Le Congrès, premier depuis 1997, a institutionnalisé le processus progressif d'ajustements amorcé ces dernières années par Raul Castro, qui commence à ébranler les fondements du monopole économique de l'État de façon semblable à ce qui s'est passé en Chine ou au Vietnam au cours des décennies précédentes.

Aux mesures antérieures, telles que la remise de terres en friche en usufruit aux petits agriculteurs, d'autres mesures de grande envergure se sont ajoutées en 2011. L'autorisation d'achat-vente de maisons et d'autos, un demi-siècle après la suppression du libre-marché, l'assouplissement du crédit bancaire pour le secteur privé et la construction de logements sont les réformes les plus importantes de la seconde moitié de l'année.

Mesures visant à promouvoir l'auto-emploi a doublé le nombre de petits entrepreneurs au cours des 12 derniers mois. En plus de l'augmentation des recettes fiscales, le gouvernement espère que le secteur privé absorbe environ 1,8 million de travailleurs de l'État jusqu'en 2015.

Les réformes «sont très judicieuses et aurait un impact important si elles étaient appliquées de manière efficace», signale Michael Shifter, président de l'Inter-American Dialogue, un «think tank» prestigieux aux États-Unis en matière d'affaires latino-américaines.

Des voix critiques de l'intérieur de l'île exigent également une ouverture de l'auto-emploi pour les professionnels hautement qualifiés, afin de donner un élan décisif à l'économie. (...)

<http://www.diariodesevilla.es/articulo/mundo/1148558/ano/las/reformas/hacia/donde/va/cuba.html>

Culture:

«La bataille de Russie» (1942) de Frank Capra



Documentaire des services de propagande U.S. pour remonter le moral des troupes – Le film décrit la puissance de l'URSS et l'héroïsme du peuple et des combattants soviétiques – Un film que vous pouvez voir en cliquant sur le lien suivant :

<http://www.youtube.com/watch?v=Bpoh35WAsYU>

Par Antonio Artuso

Les films de Capra, à thèmes sociaux, humains, contestataires, avaient été très populaires à l'époque de la crise économique des années 30 et de l'avant-guerre.

URSS et États-Unis dans le camp des Alliés contre les puissances fascistes de l'Axe :

Le 22 juin 1941, les troupes nazies envahissent de surprise l'URSS. Six mois plus tard, le 7 décembre 1941, c'est au tour de l'aviation japonaise d'attaquer par surprise la base étatsunienne de Pearl Harbour. Les États-Unis déclarent la guerre au Japon et à l'Allemagne et se joignent aux Alliés. Quatre jours après Pearl Harbour, Capra quitte sa carrière très réussie de directeur d'Hollywood et son poste de président de l'Association de directeurs de cinéma pour s'engager dans l'armée étatsunienne. Il n'est pas obligé étant âgé de 44 ans. «Je me sentais coupable. Dans mes films, je défendais la cause des doux, des pauvres, des opprimés. J'avais cependant commencé à vivre comme l'Aga Khan. La malédiction d'Hollywood c'est les grosses sommes d'argent. Elles vous tombent dessus aussi vite qu'elles se produisent et vous imposent leurs propres mœurs : non pas de la richesse, mais de l'ostentation et un statut bidon.»

Le gouvernement des États-Unis organise un service de propagande pour maintenir élevé le moral des troupes. Il recrute des cinéastes comme Walt Disney, qui réalisera de dessins animés antifascistes, que vous pouvez voir au moyen de YouTube. Entre 1942 et 1945, le "service du moral" commande au cinéaste Frank Capra, une série de films de propagande à l'attention des soldats américains avant leurs combats en France. Cette série, intitulée «Why We Fight» (Pourquoi nous combattons) comprend sept épisodes : 1. Prelude to War (1942) ; 2. The Nazis Strike (1942); 3. The Battle of Britain (1943); 4. Divide and Conquer (1943); 5. Know Your Enemy: Japan (1945); 6. Tunisian Victory (1945); 7. Two Down and One to Go (1945).

Le documentaire «La bataille de Russie» :

L'épisode «La bataille de Russie» est un documentaire exceptionnel réalisé par Capra sur l'URSS de Staline, sur le développement formidable du pays, le terrorisme pratiqué par les troupes nazies contre le peuple russe, la puissance et l'héroïsme des soldats de l'Armée rouge et des groupes de partisans.

La série est souvent considérée comme un chef-d'œuvre de propagande. En 1942, son premier épisode, «Prelude to War», obtient un oscar dans la catégorie « documentaire ». Capra considérait ces documentaires comme son œuvre la plus importante. En 1944, il produit The Negro Soldier. Capra a reçu, en tant que major, des décorations prestigieuses du Général Marshall et de Churchill. En 1945, en tant que colonel, il reçoit la «Distinguished Service Medal».

Capra, en mission en Inde contre le communisme

1952 - L'ambassadeur des USA en Inde demande à Capra de représenter l'industrie cinématographique U.S. au Festival International du Film de l'Inde. Soupçonnant que le Festival est dirigé par les communistes, il envoie Capra défendre la libre entreprise. Capra se rend compte qu'aux sessions de nombreux films, des représentants russes et chinois donnent de longs discours politiques. Lors d'une rencontre avec des réalisateurs et des producteurs indiens, Capra affirme qu'«ils doivent préserver la liberté en tant qu'artistes, que tout contrôle socialiste ferait obstacle à cette liberté et qu'ils ne seraient plus que les

hommes de la propagande pour le parti au pouvoir.». Les cinéastes indiens lui répondent que la libre entreprise est un leurre, que l'industrie cinématographique US est contrôlée, que le capitalisme n'est pas au service des pauvres et opprime ceux-ci. À son retour à Washington, Capra est félicité par le secrétaire d'État Dean Acheson, pour avoir «tout seul empêché la mainmise communiste sur les films indiens».

Les années 50 – Guerre froide dans le monde et maccarthysme à Hollywood

En 1945, la 2^e guerre mondiale a changé le monde. L'URSS est devenue la 2^e puissance mondiale, à la naissance des démocraties populaires, à la victoire de la Révolution chinoise (1949) et au développement de mouvements de décolonisation, de libération nationale et de révolution communiste dans un grand nombre de pays (guerre civile en Grèce 1946-49, guerre de Corée – 1950-53, etc.

En 1946, Churchill, à Fulton, prononce un discours, qui signale le début de la "guerre froide", répression des pays impérialistes (Angleterre, France, États-Unis) contre toutes les forces qui ont lutté pour le fascisme et qui essaient de se libérer des grandes puissances capitalistes impérialistes. Les gouvernements bourgeois organiseront une série de guerres, de coup d'États, de dictatures militaires et civiles pour empêcher les mouvements de libération et les mouvements communistes. Les États-Unis, devenue la puissance dirigeante, dirige la guerre froide.

Aux USA s'installe le maccarthysme («peur rouge», chasse aux sorcières) (1950-1954), période de répression instaurée par le sénateur McCarthy. Pendant deux ans (1953-1954), une commission traque et interroge des centaines de personnes soupçonnées d'être des agents, des militants ou des sympathisants communistes.

1938 - la Chambre des représentants instaure une commission sur les «activités anti-américaines» (HUAC). 1947 – le ministère de la justice publie une liste des organisations «subversives». Le FBI recueille des renseignements sur les suspects. La HUAC étend ses investigations au milieu du cinéma. Dix-neuf personnalités d'Hollywood, soupçonnées d'appartenir ou d'avoir appartenu au parti communiste, sont convoquées en 1947 (scénaristes, producteurs et un acteur). Plusieurs purgent des peines de prison. Une liste d'artistes - communistes ou non -

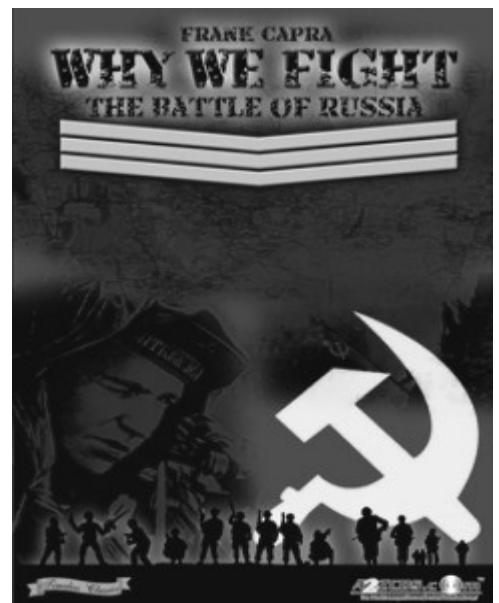
à qui les studios refusaient tout emploi. Des créateurs comme Bertolt Brecht, Charlie Chaplin, et Orson Welles doivent quitter les États-Unis. Les interrogatoires HUAC au cours des années 1950 a pris fin de nombreuses carrières à Hollywood.

Désillusion de Frank Capra

Capra supporte mal le climat maccarthyste. Même s'il n'a pas été appelé à témoigner, il est toujours une cible privilégiée de la commission en raison de ses associations passées avec de nombreux scénaristes de Hollywood sur la liste noire. Les films de Capra à thèmes sociaux, humains, contestataires, très populaires à l'époque de la crise économique des années 30 et de l'avant-guerre, cessent de l'être dans l'après-guerre car le niveau de vie aux États-Unis s'est élevé grâce à la 2^e guerre mondiale et à la domination impérialiste croissante. Capra est dégoûté de la dégénérescence des films

(sensationalisme, hédonisme, commercialisme, cynisme, absence de principes moraux ou artistique.

Capra essaie de s'engager dans l'armée pour aller combattre en Corée, mais il est rejeté à cause de son âge. Il est ensuite invité à faire partie d'un «think tank» (groupe de réflexion) créé par le ministère de la Défense, mais il est rejeté à cause de ses antécédents. Ces deux rejets sont accablants pour un homme qui a bâti sa carrière en essayant de défendre les idéaux étatsuniens au moyen du cinéma et de servir son pays par des documentaires. En 1952, à 55 ans, Capra se retire de la production de film d'Hollywood et travaille à produire des films éducatifs sur les sciences. AA



La situation en Syrie

États-Unis et Syrie - Ce qu'il faut savoir

par **Joyce Chediak**
International Action Center
(Centre d'action internationale)
Traduction A.A.

La chronologie suivante porte sur l'intervention croissante des États-Unis-OTAN en Syrie. Elle contredit le Grand Mensonge diffusé par les médias commerciaux dans le but de préparer une agression militaire impérialiste ouverte contre le peuple syrien.

- Depuis au moins 2005, Washington achemine de l'argent à un groupe de l'opposition syrienne d'extrême droite. (Washington Post - 16 avril 2011)

- Les États-Unis ont rouvert leur ambassade à Damas en

janvier 2011, après six ans, mais il ne s'agissait pas d'un dégel dans les relations des deux pays. Le nouvel ambassadeur, Robert S. Ford, qui a servi jusqu'en octobre 2011, est un protégé de John Negroponte, qui a organisé des escadrons de la mort au Salvador dans les années 1970 et en Irak alors qu'il y exerçait les fonctions d'ambassadeur en mai 2004. Dans ce pays, des escadrons de la terreur ont tué des dizaines de milliers de personnes. Ford a servi directement sous les ordres de Negroponte à l'ambassade US à Bagdad.

- Ford «a joué un rôle de premier plan en préparant le terrain en Syrie et en établissant des contacts avec des groupes d'opposition». Deux mois après son arrivée à Damas, l'insurrection armée a commencé. (Global Research, 28 mai)

- L'opposition armée contre Bachar al-Assad a commencé en mars 2011 à Daraa, petite ville sur la frontière jordanienne. Des mouvements de protestation de masse commencent habituellement dans les grandes agglomérations. L'Arabie saoudite a admis, quelque temps après, qu'elle envoyait des armes à l'opposition à travers la Jordanie. (RT, 13 mars)



les images ne montrent jamais par les médias capitalistes:
le soutien populaire à Assad

Les États-Unis et leur alliés de l'OTAN ont utilisé les protestations populaires survenues en Égypte, en Syrie et ailleurs comme une couverture pour renforcer leur appui à des insurrections de droite, non pas pour aider le peuple syrien mais bien pour amener la Syrie dans le camp pro-impérialiste. Les excès ou les erreurs que le gouvernement Assad avait pu commettre n'étaient pas la vraie raison.

- La Ligue arabe, l'Union européenne et les États-Unis ont commencé à imposer des sanctions économiques, forme d'acte de guerre, contre la Syrie en novembre 2011 sous prétexte d'arrêter la violence sanctionnée par l'État contre les manifestants. L'aggravation des sanctions et le gel des avoirs syriens ont causé une chute de 50% de la valeur de la livre syrienne par rapport au dollar, alors que le coût des denrées essentielles triplait souvent.

- Des exilés, financés par les États-Unis, ont été intégrés au sein du Conseil national syrien (CNS). Burhan Ghalioun, du CNS, a déclaré qu'il allait ouvrir la Syrie à l'Occident, mettre fin aux relations stratégiques de la Syrie avec l'Iran (et avec la résistance libanaise et palestinienne) et réaligner la Syrie avec les régimes réactionnaires arabes du Golfe. (Wall Street Journal, le 2 décembre 2011)

L'escalade de l'intervention des États-Unis et de l'OTAN

- L'ex-agent de la CIA Philip Giraldi a admis

que les États-Unis agissaient en Syrie et a décrit le plan des États-Unis : «L'OTAN intervient déjà clandestinement dans le conflit syrien, et la Turquie prend les devants en tant que mandataire des États-Unis.

Le ministre des Affaires étrangères à Ankara, Ahmet Davutoglu, a ouvertement admis que son pays est prêt à envahir la Syrie dès que les alliés occidentaux se seront mis d'accord à le faire. L'intervention serait faite au nom de principes humanitaires, afin de défendre la population civile, en invoquant la doctrine de la «responsabilité de protéger», utilisée pour justifier l'attaque contre la Libye.

"(Theamericanconservative.com, le 19 décembre 2011)

- «Le rapport fréquemment cité de l'ONU indiquant que plus de 3 500 civils ont été tués par des soldats d'Assad est en grande partie basée sur des sources rebelles et les faits cités n'ont pas été corroborés.

De même, les désertions massives au sein de l'armée syrienne et les batailles rangées entre déserteurs et soldats fidèles qui ont été rapportées semblent être des inventions de toute pièce, et seulement quelques cas de désertion ont été confirmés de façon indépendante. Les affirmations du gouvernement syrien selon lesquelles il serait attaqué par des rebelles armés, entraînés et financés par des gouvernements étrangers sont plus vraies que fausses».

L'"Armée syrienne libre" (ASL) dispose de bases arrière en Turquie, elle est financée par l'Arabie saoudite et le Qatar et elle se compose de déserteurs syriens. Le journal «Spiegel» en ligne cite une source à Beyrouth qui déclare avoir vu «des centaines de combattants étrangers qui se sont engagés dans l'"Armée syrienne libre"». (15 février)

- Dans son rapport de février 2012, la commission d'enquête mandatée par l'ONU a présenté de la documentation sur des cas de torture, des prises d'otages et des exécutions par des membres armés d'opposition.

- Les premiers combats intenses survenus à Damas, capitale de la Syrie, ont débuté en mars. Le 16 mars, des pipelines ont été dynamités et d'énormes explosions se sont produites dans des bâtiments de renseignement et de sécurité se trouvant dans les zones chrétiennes, tuant au moins 27 personnes. Le gouvernement syrien a alors affirmé que depuis décembre, des terroristes, appuyés par des puissances étrangères, avaient organisé huit attentats à la voiture piégée tuant 328 personnes et blessant 657. Ces faits n'ont pas attiré beaucoup l'attention des médias occidentaux.

- Le 20 mars, l'organisation «Human Rights Watch» a accusé des membres de l'opposition armée syrienne de «procéder à des enlèvements, à l'utilisation de la torture et à des exécutions (...) de membres des forces de sécurité, de personnes identifiées comme étant des membres milices appuyés par le gouvernement et des alliés ou des supporters du gouvernement».

- Selon le «Spiegel» en ligne, dans le quartier Baba Amr de la ville de Homs, l'opposition armée a établi ses propres lois, ses tribunaux et ses escadrons de la mort. Interviewé par le «Spiegel», Abou Rami, commandant de l'opposition de Baba Amir, a déclaré qu'à Homs, son groupe avait exécuté entre 200 et 250 personnes. (29 mars)

L'ONU entre en action

- En mars, à la demande de l'ONU et de la Ligue arabe, l'ex-secrétaire général Kofi Annan s'est rendu en Syrie pour élaborer une proposition de paix. Or Annan et l'ONU ne sont pas impartiaux. Annan est l'un des architectes de la doctrine de la «responsabilité de protéger», invoquée, se-

lon l'ex-agent de la CIA Giraldi, comme prétexte pour déclencher une intervention planifiée en Syrie. L'ONU a approuvé cette doctrine durant le mandat de Kofi Annan.

- En 2004, Annan a approuvé, au nom de l'ONU, l'intervention des États-Unis, de la France et du Canada qui a renversé le président d'Haïti Jean-Bertrand Aristide. Annan avait alors invoqué la même raison que celle utilisée aujourd'hui en Syrie : une prétendue "catastrophe humanitaire" imminente. En 2006, Annan a fourni, sous le même prétexte, l'appui de l'ONU à la France pour lui permettre de resserrer son emprise coloniale sur la Côte d'Ivoire. En Syrie, les appels de Kofi Annan à l'observance d'un cessez-le-feu par le gouvernement syrien et à une aide "humanitaire" sont, en vérité, des appels à une intervention étrangère.

- Giraldi a poursuivi : «des avions de l'OTAN, ne portant pas d'identification, se rendent dans les bases militaires turques proches de (...) la frontière syrienne, pour y livrer des armes des arsenaux de feu Mouammar Kadhafi et des volontaires du Conseil national de transition libyen, expérimentés dans la provocation d'affrontements entre les volontaires locaux contre les soldats formés. (...) Des entraîneurs de forces spéciales, français et britanniques, se trouvent sur le terrain, et aident les rebelles syriens, tandis que la CIA et des forces d'opérations spéciales des États-Unis fournissent de l'équipement de communication et mènent des opérations d'intelligence. (...)



- Le 27 mars, la Syrie a accepté d'observer le cessez-le-feu négocié par Annan. L'opposition a refusé. Alors que les chefs d'État occidentaux et les médias commerciaux tiraient à boulets rouges sur Assad, l'accusant "ne pas honorer" le cessez-le-feu, l'Occident continuait à armer l'opposition.

- Ce que le gouvernement étatsunien pensait vraiment de la trêve a été révélé par Robert Grenier, ex-directeur du Centre de contre-terrorisme de la CIA, qui a lancé un appel à ceux qui comptaient "aider" la Syrie pour «qu'ils montent métaphoriquement sur le ring et se salissent eux aussi». Il a ajouté que «ce que la situation exige ce ne sont pas de nobles sentiments mais une aide efficace, mortelle». (Al-Jazira, 29 mars) par des agences de renseignements de l'Arabie saoudite et du Qatar à la suite d'un message secret envoyé par le président Barack Obama».

(Debkafile.com, le 22 mai)

- Les impérialistes, alors qu'ils "montaient dans le ring", ont continué à accuser Assad. Le 1er avril, à Istambul, s'adressant à une réunion anti-Assad d'"Amis de la Syrie", la secrétaire d'État des États-Unis Hillary Rodham Clinton a déclaré qu'Assad avait violé le cessez le feu. Elle a exigé que Damas cesse unilatéralement les combats et se retire des zones fortement infiltrées par des forces de l'extrême droite. Elle a déclaré que les États-Unis avaient promis au moins 25 millions de dollars d'aide "non létale" à l'opposition syrienne, entre autres du matériel de communication par satellite.

- En mai, les réactionnaires «ont commencé à recevoir des armes en beaucoup plus grande quantité et de bien meilleure qualité (...) financées par les pays du Golfe persique et sous la coordination des États-Unis (...)» (Washington Post, 15 mai) «Les rebelles syriens ont reçu leur premières armes antichars de «troisième génération». Ils sont équipés

Le massacre de Houla

- Le 25 mai, juste avant la visite prévue de M. Annan en Syrie, la nouvelle d'un horrible massacre de 108 personnes à Houla, comprenant des familles entières et 48 enfants, est diffusée.

- Dans le monde entier les médias accusent le gouvernement syrien et toutes les capitales occidentales exigent l'accroissement des sanctions et de la pression internationale contre Assad.

- Le 27 mai, les impérialistes ont coordonné la manifestation de leur "indignation internationale" et ont expulsé les

diplomates syriens en poste aux États-Unis, aux Pays-Bas, en Australie, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Bulgarie et au Canada.

- Le Conseil de sécurité réagit au massacre sans avoir procédé à aucune enquête pour chercher à savoir qui en est le responsable, condamnant prétendument et de façon unanime la Syrie d'avoir utilisé des chars et de l'artillerie après avoir accepté un cessez-le-feu. Des déclarations affirmant que le gouvernement Assad n'en était pas le responsable ont été ignorées. Un examen plus approfondi a révélé que ces déclarations étaient justes.



Aldelhakim Belhaj, leader d'Al Qaida en Libye, gouverneur militaire de Tripoli, chef de l'Armée syrienne libre



et qui les a armés...

- Immédiatement après le massacre, à Houla, Marat Musin, de l'agence de nouvelles russe ANNA, a interrogé des témoins. Il a établi que le massacre avait été commis par la dénommée "**Armée syrienne libre**" et non par les forces d'Assad.

- Il terminait son rapport par la conclusion suivante : «L'attaque a été menée par une unité de combattants armés de Rastan, à laquelle plus de 700 hommes armés ont participé. Ils ont soumis la ville à leur contrôle et ont commencé par une action de liquidation des familles loyalistes (pro-Assad), y compris les personnes âgées, les femmes et les enfants. Les morts ont été présentés à (...) l'ONU et à la "communauté internationale" comme étant des victimes de l'armée syrienne.» (31 mai) Le 7 juin, le journal conservateur allemand «Frankfurter Allgemeine Zeitung» a corroboré le rapport de l'agence ANNA.

• Les résidents connaissent un grand nombre des tueurs par leur nom et les considèrent comme étant des éléments criminels locaux qui travaillent maintenant pour l'"Armée syrienne libre". (Syria News, 31 mai). Les forces anti-Assad ont ensuite posé pour les caméras, se présentant comme des villageois et ont invité les observateurs de l'ONU à visiter les lieux. Certains, qui avaient revêtu les uniformes de soldats syriens tués, ont déclaré être des transfuges.

• Une photo largement diffusée de dizaines de corps ensevelis a été présentée par la BBC pour montrer les victimes de Houla, avait en vérité été prise par le photographe Marco di Lauro en Irak en mars 2003. Le 7 juin, le rédacteur en chef du service des nouvelles internationales de la BBC, Jon Williams, a admis dans son blog qu'il n'y avait aucun indice permettant d'identifier si le massacre du 25 mai avait été perpétré par l'armée syrienne ou par les milices alaouites. Le 7 juin, le journaliste senior Alex Thomson, du Canal 4 du Royaume-Uni, a déclaré que l'opposition l'a conduit à une ligne de feu et ont essayé de faire en sorte qu'il soit tué par les forces militaires syriennes afin de donner à Assad une "mauvaise image".

• Aucune enquête indépendante n'a été menée jusqu'à ce jour sur le massacre de Houla, mais le 7 juin, au cours d'une réunion, Annan et l'actuel secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon ont à nouveau déclaré qu'Assad était responsable du massacre de Houla.

• Le 16 juin, le major-général Robert Mood, dirigeant de la Mission de surveillance de l'ONU en Syrie, a suspendu les patrouilles de 300 membres invoquant comme prétexte la "spirale de la violence dans les zones agitées". Cette suspension de la surveillance, survenue juste avant le Sommet du G-20 tenu au Mexique, a fourni à l'impérialisme, une autre occasion de critiquer Assad.

• Dans ses propos d'introduction, Annan a qualifié le massacre de Houla de "point de basculement" de la situation. Les morts de Houla ont été utilisés par les États-Unis et par l'OTAN de façon plus agressive et ouverte pour l'organisation du renversement d'Assad. Des responsables étatsuniens et des agents de renseignement arabes admettent que la CIA organise, dans le sud de la Turquie, l'acheminement d'armes à l'"Armée syrienne libre". Elle s'y trouve également pour «assurer de nouvelles sources et recruter du personnel». (New York Times, 21 juin)

• En conséquence, «les milices de l'opposition syrienne, initialement hétéroclites, se transforment en une force de combat plus efficace avec l'aide d'un réseau de plus en plus sophistiquée des militants qui se trouvent ici, dans le sud de la Turquie, qui passe en contrebande de l'équipement crucial à travers la frontière, entre autres des armes, de l'équipement de communication, des hôpitaux de campagne et même des salaires pour les soldats qui font défection. Le réseau est le reflet des efforts déployés pour bâtir un mouvement d'opposition (...), qui, ensemble, peuvent non seulement défaire (...) Assad, mais aussi de remplacer son gouvernement». (New York Times, juin 26)

Maria Alice Braz (1935-2012) Hommage à une militante brésilienne.



*Centro Cultural Antonio Carlos
Carvalho - CeCAC*

Rua Haddock Lobo, 408 / térreo – Tijuca - Rio de Janeiro/RJ E-mail: cecac@terra.com.br

Le 25 mai 2012, Maria Alice est décédée à Araruama, à 77 ans. Ses funérailles ont eu lieu à Rio de Janeiro. Son cercueil était recouvert du drapeau brésilien. Les discours révolutionnaires ont ému les personnes présentes. Les hommages étaient plus que justifiés. Maria, l'une des fondatrices du GTNM / Rio de Janeiro. Née à Sapé, ville de l'intérieur de l'État de Paraíba, le 19 mars 1935. Elle a travaillé comme travailleuse rurale puis comme ouvrière d'une usine textile de Tibiri, Santa Rita (Paraíba), ville voisine. À l'âge de 20 ans, elle s'est installée à Rio de Janeiro, où dans la localité de Vicente de Carvalho, elle a connu Sebastião Braz, qui est devenu son compagnon inséparable.

Avec lui elle a adhéré à la Ligue des jeunes communistes, puis, en 1956, elle a rejoint le PCB. Elles a quitté le parti en 1964 et, après le coup d'État militaire, elle a continué à participer à des activités de résistance plus générales et aux activités organisées par le PCB. Courageuse dans les moments les plus sombres de la dictature militaire, elle a appuyé des révolutionnaires qui s'étaient joints à la résistance armée contre le régime militaire. Pour des raisons de sécurité, elle ne connaissait pas l'identité de ces compagnons.

C'est seulement plus tard qu'elle a su qu'elle avait accueilli chez elle pendant plus d'un an Stuart Angel Jones, qui est presque devenu un membre de sa famille, et avait été quelques jours en compagnie de Carlos Lamarca, l'un des leaders révolutionnaires les plus recherchés par la dictature militaire.

Nous, membres du CeCAC, nous nous souvenons de ses activités politiques, ainsi que du témoignage émouvant et combatif que Maria et son compagnon de vie Sebastião Braz ont rendu lors d'une activité du CeCAC en 1998 en l'honneur du révolutionnaire porté disparu pour ses activités politiques Stuart Angel, les échanges sur la vie quotidienne au Restaurant Le Comitê de la rue Marrecas, au centre-ville de Rio de Janeiro, où les longues conversations sur la politique, la vie, l'histoire des luttes passées et les contradictions actuelles et les perspectives de socialisme à l'avenir. Le CeCAC reproduits sur son site Web deux textes sur notre camarade et amie Maria : l'un du groupe «Torture jamais plus» de Rio de Janeiro, et l'autre d'Antonio José Simões.

L'URSS socialiste de Lénine et de Staline (1917 à 1953) face aux puissances impérialistes

Brève chronologie des luttes héroïques et victorieuses du prolétariat et des peuples soviétiques

Par Antonio Artuso

À l'occasion de deux anniversaires, celui de l'invasion de l'URSS par les troupes nazies, le 22 juin 1941, et celui de la victoire de l'URSS sur le nazisme, le fascisme et l'impérialisme allemand, le 9 mai 1945, l'avant-garde du prolétariat dans chaque pays rend hommage au prolétariat, au peuple et aux nations de l'URSS, aux membres de l'Armée rouge et des groupes de partisans, aux dirigeants, aux cadres et aux militants du grand Parti communiste de Lénine et de Staline, et luttent pour la reconstruction de l'URSS et du socialisme.

La naissance de l'URSS et du socialisme :

De 1917 à 1953, le prolétariat et le peuple, sous la direction du parti bolchevik de Lénine et de Staline, renversent le capitalisme en Russie, instaurent la dictature du prolétariat, triomphent des ennemis de classe (guerre civile et intervention de 14 puissances impérialistes en 1918), collectivisent les moyens de production et la terre, édifient l'économie socialiste, et transformé le pays en une grande puissance, socialiste de surcroît, alors que les économies capitalistes s'effondrent dans la crise économique la plus profonde (que les capitalistes ne pourront régler que par la boucherie que sera la 2e Guerre mondiale).

La réaction des bourgeoisies contre le socialisme – Intervention et appui au fascisme :

Les bourgeoisies du monde, paniquées par la prise du pouvoir par le prolé-

riat (Révolution d'Octobre, 1917), essaiera de tuer dans l'œuf le socialisme : (1) par l'intervention militaire de 14 puissances contre la Russie (1918); (2) par l'appui à un nouveau mouvement politique, le fascisme, qui est un retour à la dictature ouverte et sans frein de la bourgeoisie d'avant les conquêtes ouvrières et socialistes de la 2^{ème} Internationale dans les pays développés d'Europe.

Description du fascisme :

Le fascisme est une doctrine et un système politique établi en 1922 en Italie par Mussolini, dont les caractéristiques sont : la soumission totale du prolétariat et du peuple, de toutes les institutions et organisations sociales (corporatisme) à la dictature des capitalistes italiens, exercée par le gouvernement fasciste; le nationalisme et l'expansionnisme par des guerres de conquêtes de colonies au service des capitalistes italiens. Dans un nombre croissant de pays, le fascisme, appuyé par les bourgeoisies locales, se développe rapidement : (1) nazisme en Allemagne - Hitler et "national-socialistes" ("nazis"), au pouvoir en 1933; (2) franquisme en Espagne – Franco, au pouvoir après la guerre civile de 1936-1938; (3) au Japon, l'empereur japonais.

L'Allemagne : La 1^{ère} guerre mondiale (1914-1918) a ruiné le pays, l'a conduit à la crise économique par les conditions du Traité de Versailles (1919) privation de ses colonies, d'une partie de ses droits militaires, amputation de territoires, lourdes réparations économiques, occupation de zones industrielles par les vainqueurs), est le



théâtre de luttes de plus en plus violentes entre communistes et sections du Parti national socialiste ("nazi"). Hitler prend le pouvoir (1933), impose l'embrigadement de la classe ouvrière, le développement industriel et militaire. Sa stratégie est d'envahir les pays voisins, de renforcer l'impérialisme allemand et de conquérir le monde.

L'Italie fasciste de Mussolini, vise à dominer les rives du bassin méditerranéen (le «Mare Nostrum» de l'empire romain) et lancer ses armées à la conquête de pays (Éthiopie, Grèce, Albanie, etc).

Le Japon de l'empereur Hiro Hito se prépare à envahir toute l'Asie (Manchourie, Corée, Indochine, Philippines, etc.)

1935 - Front uni contre le fascisme et la guerre (Internationale communiste) :

En 1935, face à la montée du fascisme dans le monde, l'Internationale communiste (I.C.) change de tactique à son 7^{ème} Congrès (Rapport de Georges Dimitrov).

Elle passe du «front unique de tous les prolétaires» (classe contre classe) avec leurs alliés sous la direction des partis communistes, à la tactique du «front uni contre le fascisme et la guerre» (alliance de classe). Cette nouvelle tactique consiste à distinguer

(1) les bourgeoisies réactionnaires favorables au fascisme (Ex. : la bourgeoisie compradore chinoise); et secteur des bourgeoisies française ou anglaise, la bourgeoisie nationale chinoise, etc.)
(2) les bourgeoisies qui ont des intérêts opposés aux puissances fascistes ou à l'impérialisme étranger (Ex. : un certains fronts uni permettront la libération de pays et l'instauration de démocraties populaires (pays de l'Est), d'autres échoueront et permettront à la bourgeoisie nationale de se maintenir au pouvoir. L'URSS et les partis communistes proposeront aux puissances capitalistes opposées au bloc impérialiste de pays fascistes (L'Axe) – Angleterre, France, États-Unis – de combattre ensemble le fascisme.

L'URSS sous la direction de Staline – 1^{ère} puissance socialiste elle devient une grande puissance :

Description du développement de l'URSS par Enver Hoxha
(*Enver Hoxha, «Avec Staline», Tirana, 1979 – Site de Vincent Gouysse : http://www.communisme-bolchevisme.net/images_urss_sous_staline.htm*

«Les plans quinquennaux staliniens pour le développement de l'économie et de la culture firent du premier pays socialiste au monde une grande puissance socialiste. S'en tenant au précepte de Lénine sur la primauté de l'industrie lourde dans l'industrialisation socialiste, le Parti bolchevik, avec Staline à sa tête, dota le pays d'une très puissante industrie de production de moyens de production, d'une gigantesque industrie de constructions mécaniques, capable d'assurer un rapide essor de l'économie nationale dans son ensemble, tous les moyens nécessaires à cette fin, et de garantir aussi une défense invincible. L'industrie lourde

socialiste fut mise sur pied, comme disait Staline, « avec les forces intérieures, sans crédits ni emprunts asservissants de l'extérieur ». Staline avait clairement précisé que l'État soviétique, dans la mise sur pied de son industrie lourde, ne pouvait suivre la voie des pays capitalistes, en contractant des emprunts à l'étranger ou en pillant d'autres pays. A la suite de la collectivisation de l'agriculture, en Union soviétique fut mise sur pied une agriculture socialiste moderne, pourvue d'un puissant équipement mécanique, produit de l'industrie lourde socialiste, ce qui permit de résoudre le problème des céréales et des autres principaux produits de l'agriculture et de l'élevage. Ce fut Staline qui élaborait plus à fond le plan de collectivisation de Lénine, qui dirigea l'exécution de ce plan dans une âpre lutte contre les ennemis du socialisme, contre les koulaks, les traîtres boukhariniens, les difficultés et les obstacles innombrables qui découlaient non seulement de l'activité hostile, mais aussi du manque d'expérience des paysans, ainsi que du sentiment de la propriété privée, profondément enraciné dans leur conscience. Cette croissance économique et culturelle contribua à la consolidation de l'État de dictature du prolétariat en Union soviétique. Staline, à la tête du Parti bolchevik, sut organiser et diriger avec maîtrise l'État soviétique, en perfectionner le fonctionnement et développer constamment la structure et la superstructure de la société dans la voie marxiste-léniniste, sur la base des situations politiques et du développement économique intérieurs, sans oublier les situations extérieures, c'est-à-dire les visées rapaces et les intrigues abjectes menées par les États bourgeois capitalistes pour mettre des bâtons dans les roues à l'édification du nouvel État des prolétaires. »

1936 – La guerre civile d'Espagne – Les communistes combattent dans les Brigades internationales

Les communistes sont les premiers à combattre le fascisme par

les armes en Espagne, avec le déclenchement de la guerre civile. Communistes et antifascistes de plusieurs pays iront combattre, dans les rangs des Brigades internationales, les troupes fascistes de Franco, aidées par l'aviation d'Hitler et les tanks de Mussolini. Le Bataillon McKenzie-Papineau, organisé par le PC du Canada, comprenant 1 300 volontaires canadiens, le Bataillon Abraham Lincoln, du PC des États-Unis, et plusieurs autres bataillons seront les premiers à combattre militairement le fascisme.

1938 - Les Accords de Munich signés par la France et l'Angleterre avec Hitler et Mussolini Ces puissances espèrent qu'Hitler envahira et écrasera l'URSS et le socialisme :

Les puissances européennes (France, Angleterre) (1) tremblent devant Hitler, dont la machine de guerre est maintenant prête à envahir les pays voisins; (2) tremblent encore plus devant l'URSS, puissance montante et socialiste de surcroît.

La France et l'Angleterre signent avec l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie les Accords de Munich, permettant à Hitler de soumettre la Tchécoslovaquie et d'annexer ses régions peuplées d'Allemands. L'URSS est prête à défendre la Tchécoslovaquie mais l'armée polonaise s'y oppose.



Guerre civile d'Espagne (1936-1939)

1939 – Le pacte de non-agression germano-soviétique :

L'URSS, signe le Pacte germano-soviétique. Prévoyant qu'Hitler ne respectera pas le pacte de non-agression et envahira l'URSS, Staline développe l'industrie de guerre (avions, artillerie, munitions, etc.), déplace stratégiquement les usines loin des frontières allemandes, développe l'Armée soviétique.

22 juin 1941 - L'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie :

Le 22 juin 1941, l'Allemagne nazie lance l'opération «Barbarossa», la plus grande opération militaire allemande de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), qui consiste à envahir et occuper l'URSS.

Hitler croit alors que l'armée allemande contrôlera en quelques semaines l'URSS, s'appropriera ses immenses richesses (blé, pétrole et charbon, minerais et forêts), soumettra les peuples soviétiques à sa domination. Au début la Wehrmacht progresse rapidement en Union soviétique, applique les tactiques de la blitzkrieg (guerre éclair par encerclement). Hitler prévoit la chute de Moscou en moins de 120 jours. Mais la résistance des Soviétiques autour de Smolensk brise l'offensive allemande.

La Grande guerre patriotique de l'URSS:

L'Armée rouge, les partisans et le peuple soviétiques résisteront héroïquement pour défendre la patrie socialiste. Grâce à ces grandes capacités d'écoute et d'analyse et l'autorité et la confiance qu'il inspire, Staline et les généraux soviétiques mèneront l'Armée rouge, les partisans et le peuple soviétiques à la victoire. Après les premières et terribles batailles, les troupes soviétiques commenceront à briser les offensives nazies (Bataille de Kiev). Au nord, les troupes soviétiques résistent très durement dans la région de Leningrad et au centre, elles se rassemblent et se replacent, pour défendre Moscou.

La bataille de Stalingrad – 1^{ère} grande défaite sur des nazis – L'URSS redonne courage à ses alliés :

Alors que les puissances opposées à l'Allemagne nazie européennes sont démoralisées, l'éclatante bataille de Stalingrad brisera le moral de l'armée allemande et d'Hitler. Opérations (Uranus, Sturme, Mars), batailles (Krasny Bor, Koursk) et offensives (Ostrogojsk-Rossoch) se succéderont jusqu'à ce que l'Armée rouge force l'armée nazie à capituler à Berlin.

9 mai 1945 – Victoire finale de l'Union soviétique sur les nazis – La capitulation allemande :

Après avoir causé la mort de 22 millions de Soviétiques, l'Allemagne nazie signe sa reddition à l'URSS. C'est le «Jour de la victoire» (День Победы). AA

Place aux lecteurs/trices:

Nous encourageons la participation des lectrices/lecteurs :

Vos commentaires, suggestions, critiques positives et négatives nous permettront de transformer le bulletin en un outil d'agitation, de propagande, de mobilisation, d'organisation. Les débats clarifient la théorie et la pratique. Les informations que nous recevons nous permettent d'élever le niveau théorique et d'accroître la participation des masses dans la lutte de classe. A.A.

Opinion de Nohra Passos, Montréal :

J'ai bien aimé «L'Étoile du Nord», que je ne connaissais pas. Les articles sur l'actualité et sur l'histoire sont intéressants et vivants et la présentation est agréable. Les articles théoriques exigent plus d'effort. Le fond et la forme doivent être clairs et il convient d'expliquer les mots difficiles et les faits historiques. Je vous suggère d'ajouter souvent des notes et parfois un glossaire. Je lirai avec intérêt les prochains numéros. Bonne chance à «L'Étoile du Nord»! Mes salutations solidaires!
Nohra

Réponse de la rédaction :

Merci pour votre message! Nous suivons vos conseils et ferons de notre mieux! Pour aider nos lectrices/lecteurs à comprendre les termes difficiles et l'histoire, nous recommandons 3 ouvrages de référence essentiels :

- 1) L'histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS (Moscou, 1938);
- 2) Le Manuel d'économie politique (Moscou, 1955);
- 3) Petit dictionnaire philosophique de Rosenthal et Ioudine (Moscou, 1955).

Vous pouvez les consulter sur le site de Vincent Gouysse : www.communiste-bolchevisme.net A.A.

Opinion de Luc Martineau, Ville de Québec :

Camrader Artuso Antonio,
Merci pour votre prompt réponse. [...] Et voici mon compte rendu critique du dit livre "La république de Platon". [...] Je suis moi-même d'une cellule de la ville de Québec [...] Nous organisons prochainement une discussion autour du dit livre d'Alain Badiou. Nous pouvons remettre une copie du dit livre au camarade de L'Étoile du Nord désigné pour participer à la dite causerie.

A suivre, Luc Martineau (Suite a la page suivante:)

La République de Platon d'Alain Badiou, Fayard 2012, 600 pages - Compte rendu critique.

Pour le juste, il y a une réelle et intense joie à lire et étudier La République de Platon d'Alain Badiou. Et une terreur vraie pour le sophiste et le démocrate. Dans notre occident bien engagé dans son crépuscule, la publication de cette œuvre politique majeure est à placer côte à côte avec le Manifeste de Marx-Engels, la parution de «L'État et la révolution» de Lénine ou encore de celle de «De la contradiction» de Mao Zedong. Il s'agit d'un événement duquel je me déclare fidèle.

Cette contribution inespérée, inattendue pour le marxisme-léninisme-maoïsme, est la pièce manquante « qui n'a jamais manquée » : cette pièce était tapie dans un fond de tiroir athénien depuis 25 siècles! Elle nous apparaît aujourd'hui avec l'éclairage puissant que seul peut procurer une vérité politique : la première thèse exposant les tenants et aboutissants de l'idée du communisme. Et avec cette lumière, un début de compréhension de ce qui a fait la misère du communisme tant international que canadien des cinquante dernières années, lui qui s'est lui-même « peinturé dans le coin » en s'encanaillant tel un sophiste avec l'idée de la démocratie.

Dans cette réécriture du classique, Badiou examine dans les quatre cents premières pages l'abécédaire de notre monde capitalo-parlementaire occidental avec une mise en évidence du sophisme dominant, des âneries enseignées dans les disciplines du corps et de l'esprit et s'exerce à mesurer ce que peut être la justice objective et la justice subjective. Et nous voici prêt pour la portion maîtresse de l'œuvre, la présentation des quatre politiques pré-communistes : la timocratie, l'oligarchie, la démocratie et la tyrannie fasciste. La démocratie y est présentée comme une ennemie de la justice et la mère de la société tyrannique fasciste.

Le chapitre intitulé «Justice et bonheur» nous présente la cinquième politique, celle guidée par l'idée du communisme. Ici, il y a un savant calcul permettant la mesure de ce qu'il y a de Vrai pour un Sujet politique, qu'il s'agisse d'une société, d'une organisation ou encore chez un simple individu. Cette unité étonnante de mesure permet de dire en appliquant le calcul de Badiou qu'une société timocratique telle que Cuba, la Corée du Nord ou encore le Népal (suite à l'échec de la révolution socialiste), bien que « révisionniste », présente un environnement six fois plus favorable au bonheur (parce que plus juste et bon) pour un (e) ouvrier(e) que la vie démocratique du centre-ville de Montréal.

Luc Martineau

Réponse de la rédaction : Merci beaucoup pour votre contribution. Nous travaillerons de plus en plus étroitement avec votre cellule, pour développer ensemble un travail théorique et politique valable pour reconstruire l'URSS et le socialisme, en Russie, au Canada et dans le monde entier. **A.A.**

FICHE D'ABONNEMENT / CONTRIBUTION / DON SOLIDAIRE:

Date : 2012

Prénom(s) et nom(s) :

.....
.....

Adresse postale complète (numéro et rue, ville, pays et code postal) :

.....
.....
.....

Courriel :

.....

Tél.

La version électronique de notre bulletin est gratuite sur Internet : www.nortstarcompass.org Mais votre don est indispensable pour que nous puissions publier la version sur papier de notre bulletin.

Voulez-vous recevoir le bulletin en papier :

OUI [] NON []

Abonnement / Contribution pour une année (6 numéros) :

Canada : envoyez un chèque de 30,00 dollars canadiens à l'ordre d'Antonio Artuso

Autres pays : envoyez l'équivalent de 40,00 dollars canadiens en billet(s) de banque de votre pays (éviter frais de conversion).

Don solidaire supplémentaire :

TOTAL ENVOYÉ :

Autres types de contributions - rédaction, diffusion, organisation d'activités (cercle d'études, ciné-club, conférences, manifestations, etc.) :

.....
.....
.....

Commentaires sur ce numéro, suggestions, etc. :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Envoyez (1) cette fiche et (2) votre chèque à l'ordre d'Antonio Artuso ou de l'argent à :

«L'Étoile du Nord», 5430, av. Trans Island, Montréal (Qc) Canada H3W 3A5

LÉNINE : L'État et la révolution

Résumé tiré du «Guide de lecture des classiques du marxisme» rédigé par le PC de Grande-Bretagne (1952), traduit par les «Éditions drapeau rouge», Montréal (1982) et numérisé dans : www.bolchevisme-communisme.net

Écrit par Lénine à la veille de la Révolution d'Octobre 1917, cette œuvre établit les enseignements du marxisme-léninisme sur la question de l'État. Le dernier chapitre qui devait traiter des expériences des révolutions russes de 1905 et de février 1917 n'a jamais été écrit : Lénine fut "interrompu" par l'avènement de La Révolution d'Octobre.

La question de l'État est un des sujets cruciaux pour le mouvement ouvrier. Les sociaux-démocrates de droite soutiennent que l'État est neutre et au-dessus des classes. Dans son ouvrage de taille, Lénine montre toute la fausseté et la perfidie de cette théorie. Il expose aux lecteurs les arguments de Marx et d'Engels sur l'État, défend et soutient leur enseignement en se basant sur l'analyse des expériences du mouvement ouvrier.

Quelles sont les principales questions traitées dans «L'État et la révolution»?

1. Lénine y prouve que l'État est l'instrument de la classe dominante. Il est le résultat de la division de la société en classes antagoniques, il est l'expression de l'oppression d'une classe sur une autre. Son trait caractéristique est l'existence d'un "pouvoir public" constitué de détachements spéciaux d'hommes armés, de prisons et d'institutions répressives de toutes sortes, d'une bureaucratie étatique. L'appareil d'État s'est perfectionné dans le système capitaliste.

2. Lénine démontre que la classe ouvrière ne peut s'emparer de l'appareil d'État de la bourgeoisie et l'utiliser à son propre compte, mais qu'elle doit le détruire et le remplacer par un État prolétarien — le prolétariat organisé en classe dirigeante.

L'État bourgeois, affirme Lénine, se présente sous des formes fort variées, mais toutes représentent la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat. De la même manière, le passage du capitalisme au communisme connaîtra une multitude de formes politiques d'État, mais en essence, il s'agira toujours de la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat a pour objectif d'écraser la résistance des exploités et de préparer la voie à une société sans classe: le communisme.

3. Lénine traite en profondeur de la différence entre la démocratie bourgeoise et la démocratie prolétarienne. Nous pouvons et devons imaginer une démocratie sans parlementarisme, écrit-il; analysant les expériences de la Commune de Paris (1871), il démontre comment Marx a reconnu dans la Commune une nouvelle forme de démocratie, la démocratie prolétarienne.

Lénine explique également que les travailleurs doivent toujours lutter pour défendre et développer la démocratie bourgeoise, puisque cela fournit les conditions meilleures pour mener la lutte de classes contre la bourgeoisie.

Il indique que les travailleurs mènent leur lutte en alliance avec tous les opprimés sous le capitalisme et que cette alliance de classes doit se poursuivre et se renforcer tout au long de la dictature du prolétariat, après la défaite des capitalistes.



4. Lénine traite en détail de la signification de la transition du socialisme au communisme et de la base économique de cette transition.

La société socialiste est organisée selon le mot d'ordre "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail". A mesure que la production augmentera et qu'une véritable abondance des biens sera possible, alors s'instaurera graduellement le communisme, dont le mot d'ordre est : «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins». Parallèlement, disparaîtront les contradictions entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre la ville et la campagne. Et au cours de cette transition au communisme s'éteindra graduellement l'État.

La conférence de Lénine «De l'État», donnée devant les étudiants de l'Université de Sverlov en 1919, expose les principaux enseignements sur l'État, de façon abrégée et accessible. Pour un débutant, c'est une initiation idéale, avant d'aborder L'État et la révolution.

AUX ORIGINES DU MARXISME

Gracchus Babeuf et la «conjuración des Égaux» Le babouvisme, doctrine annonciatrice du communisme. (Partie 2)

"Gracchus" Babeuf (1760-1797 guillotiné), est l'un des grands théoriciens et praticien révolutionnaire français. Sa doctrine politique, le «babouvisme», a eu une influence profonde sur toutes les révolutions : (1) la Révolution française (1788-1789), qui a renversé la classe féodale et a installé la bourgeoisie au pouvoir; (2) les révolutions de 1830 et celles de 1840, car le «babouvisme» revendiquait l'égalitarisme et esquissait un présocialisme utopique, qualifiés de « néo-babouvistes »; (3) Marx et Engels ont reconnu en lui un précurseur du communisme, et en la Conjuración des Égaux «la première apparition d'un parti communiste réellement agissant»; (4) Lénine, dans «Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme», explique que ce dernier est le successeur légitime de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIXe siècle : la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français. Babeuf est le premier précurseur des soulèvements révolutionnaires du prolétariat.

Le but est de continuer la Révolution, et d'aboutir à la collectivisation des terres et des moyens de production, pour obtenir « la parfaite égalité » et « le bonheur commun ».

« Si le peuple est souverain, il doit exercer lui-même tout le plus qu'il peut de souveraineté » (Journal de la confédération, prison de la Conciergerie, Paris, 1790)

« Plus de propriété individuelle des terres, la terre n'est à personne. Nous réclamons, nous voulons la jouissance communale des fruits de la terre : les fruits sont à tout le monde4. » (Manifeste des Égaux, avec Sylvain Maréchal). D'autres révolutionnaires, Marat (1743-1793), Roux (1752-1794) et les "enragés", Hébert (1757-1794) et les hébertistes (ou "exagérés" ou "communistes"), seront exécutés comme Babeuf car ils avaient cessé de défendre les intérêts de la bourgeoisie. **Antonio Artuso**

GRACCHUS BABEUF : SA VIE ET SA DOCTRINE

Les notes qui suivent sont tirées du site Internet de l'«Association des Amis de Gracchus Babeuf»
<http://www.gracchus-babeuf.com/> - Études babouvistes
Courriel: jean-marc.schiappa@laposte.net

1760-1786, Louis XV, puis Louis XVI, règnent sur la France. Babeuf naît dans une famille pauvre. Il sert comme domestique, travaille ensuite dans l'étude d'un notaire, puis



se met à son compte comme spécialiste des droits féodaux [2]. Il vit à Roye, dans la Somme. Il se marie, il aura cinq enfants dont deux mourront en bas âge.

1786-1788, Babeuf étudie les philosophes, il correspond avec des intellectuels et commence à concevoir une théorie de l'égalité.

1789, la Bastille, la nuit du 4 août, la Grande peur. A Roye, Babeuf tente en vain de participer à la rédaction des Cahiers de doléances [3], adressés au roi par sa commune. Il découvre Paris pendant l'été 1789.

1790-1792, le roi Louis XVI perd graduellement ses pouvoirs au profit des assemblées : constituante, puis législative. Babeuf milite à Roye contre des taxes abusives et la dilapidation des biens communaux par la municipalité. Premières incarcérations. Il se fait élire à une assemblée locale. 1793-1794, Robespierre prend le contrôle de la Convention, il tombe en juillet 94. Babeuf, devenu petit fonctionnaire municipal à Paris, milite avec les sections populaires [4]. Nouvelle incarcération.

1795, après la Convention thermidorienne, le Directoire s'installe. Libéré, Babeuf lance un journal, le Tribun du peuple, dans lequel il exprime ses idées égalitaires et attaque la droite au pouvoir. Nouvelle incarcération. En prison, Babeuf rencontre de nombreux militants, il fonde avec eux le groupe des Égaux [5]. Il est libéré en octobre et relance aussitôt son journal.

1796, les Égaux sont mis hors-la-loi. Babeuf se cache avec ses amis. Un indicateur les dénonce, on les arrête.

1797, les quarante-sept inculpés babouvistes sont jugés. Deux d'entre eux : Babeuf et son collègue Darthé, sont condamnés à mort et exécutés. la DDH de 1793 Babeuf n'a pas été condamné, comme beaucoup le pensent, pour avoir conspiré contre le gouvernement du Directoire, mais pour avoir demandé l'application de la constitution de 1793 (qui n'a jamais été appliquée). Elle ne correspondait pas exactement aux idéaux de Babeuf, car elle maintenait le droit à la propriété, mais elle donnait plus de pouvoir au peuple et instituait plus d'égalité.

Une loi dirigée contre les Égaulx venait d'être votée, condamnant à mort les partisans de cette constitution. (Voir le texte de la déclaration des droits de l'homme dans le site Internet des amis de Babeuf).

IDÉES DE BABEUF :

Babeuf a songé très tôt à la possibilité d'une société strictement égalitaire. Comme la plupart des penseurs de son temps, il se réfère aux origines de l'homme, ce qu'il appelle l'état naturel. A cette époque, selon lui, la propriété n'existe pas.

Or cette propriété est pour lui la source de toutes les inégalités. Il souhaite donc l'abolir. Dans l'économie de son temps, surtout agricole, cela revient à créer de fermes collectives, dirigées par les plus doués. Leur produit, après déduction de la part revenant aux producteurs, est centralisé et réparti entre les non producteurs.

Les usines deviennent aussi collectives. Tous les salaires sont égaux, y compris, par exemple, la solde des militaires quel que soit leur grade. Chacun a droit au travail, chacun a l'obligation de travailler.

Une société ainsi conçue n'a pas be-

soin de gouvernement, sauf pendant une brève période d'adaptation. Elle est pour Babeuf le seul moyen d'atteindre le but qu'il s'est fixé, qui doit être le seul but de toutes les sociétés, et qui est inscrit dans la constitution de 1794 : le bonheur commun.

CITATIONS DE BABEUF :

RICHE : «Si j'observe ensuite la faible minorité qui ne manque de rien, en dehors des propriétaires terriens, je la vois composée de tous ceux qui ne mettent pas de fait la main à la pâte, de tous ceux qui se contentent de calculer, de combiner, de travestir, de raviver et rajeunir sous des formes toujours nouvelles le très vieux complot à l'aide duquel on parvient à faire remuer une multitude de bras sans que ceux qui les remuent en tirent le fruit destiné, dès le principe, à s'entasser en grande masse sous la main des criminels spéculateurs, lesquels, après s'être entendus pour réduire sans cesse le salaire du travailleur, se concertent, soit entre eux, soit avec les distributeurs de ce qu'ils ont entassé, les marchands, leurs co-voleurs, pour fixer le taux de toutes choses de telle sorte que ce taux ne soit à la portée que de l'opulence.» [Lettre à Germain, 1795]

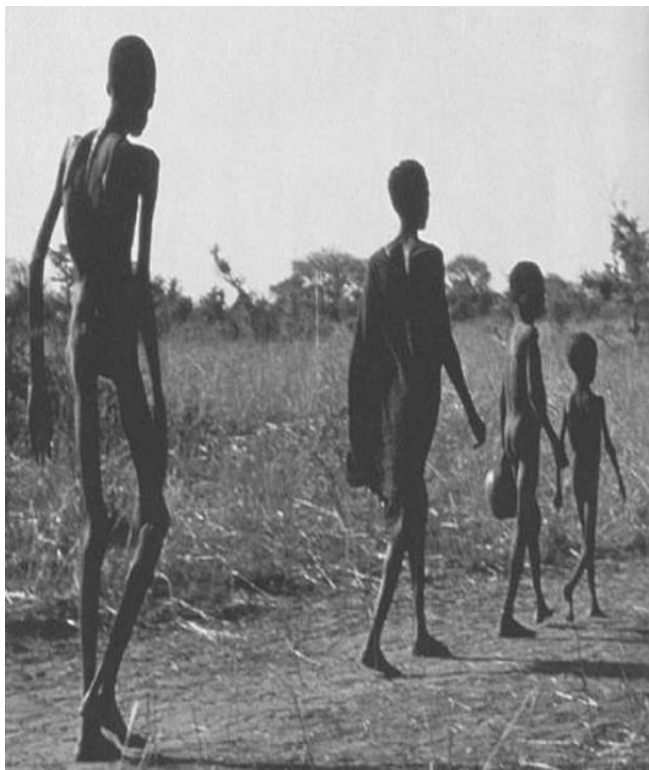
PAUVRES : «Car enfin, c'est du pauvre auquel on n'a point songé encore, c'est, dis-je, du pauvre qu'il doit être principalement question dans la régénération des lois d'un empire ; c'est lui la cause qu'il intéresse le plus de soutenir. Quel est le but de la société? N'est-ce pas de procurer à ses membres la plus grande somme de bonheur qu'il est possible? Et que servent donc toutes vos lois lorsqu'en dernier résultat elles n'aboutissent point à tirer de la profonde détresse cette masse énorme d'indigents, cette multitude qui compose la

grande majorité de l'association? [Lettre à Coupé, 1791]

INÉGALITÉ : «Au lieu de cela, les lois sociales ont fourni à l'intrigue, à l'astuce et à la souplesse les moyens de s'emparer adroitement des propriétés communes... Mais ce n'est point là où s'est borné le mal, ces travaux sont devenus enfin une ressource absolument insuffisante pour chaque individu. Tout ayant concouru à ce que les petites fortunes s'engouffrent dans les grandes, le nombre des ouvriers s'est excessivement accru. Non seulement il est résulté que les salaires ont pu être diminué de plus belle, mais qu'une très grande quantité de citoyens s'est vue dans l'impossibilité de trouver à s'occuper, même moyennant la faible rétribution fixée par la tyrannique et impitoyable opulence et que le malheur avait impérieusement forcé l'artisan d'accepter. [Cadastre perpétuel, 1789]

CONCURRENCE : «La concurrence qui, loin de viser à la perfection, submerge les produits consciencieux sous des amas de produits décevants, imaginés pour éblouir le public qui n'obtient le vil prix qu'en obligeant l'ouvrier à se perdre la main dans les ouvrages bâclés, en l'épuisant, en l'affamant, en tuant sa moralité par l'exemple du peu de scrupule; la concurrence qui ne donne la victoire qu'à celui qui a le plus d'argent; qui, après la lutte, n'aboutit qu'au monopole dans les mains du vainqueur et au retrait du bon marché. la concurrence qui fabrique n'importe comment, à tort et à travers, au risque de ne pas trouver d'acheteurs et d'anéantir une grande quantité de matière première qui aurait pu être employée utilement mais qui ne servira plus à rien.» [Lettre à Germain, 1795]

CHÔMAGE : «Ces malheureux sont probablement des travailleurs dépourvus d'ouvrage, ou dont les faibles gains ne peuvent plus monter à la hauteur du prix de la denrée nécessaire à la subsistance. Ces sortes d'infortunés sont sans doute les plus dangereux dans leur détresse.



Accoutumé à vivre des fruits de son industrie, il en coûte à l'homme laborieux d'être forcé d'implorer la pitié de son égal. S'il s'y abaisse dans l'excès de sa peine, malheur à celui dont il se trouve rebuté. La colère le rend prêt à tout.» [Projet de pétition, 1790]

ESCLAVAGE : «C'est la grande propriété qui fait les oppresseurs et les opprimés, les oisifs gonflés de vanité et les esclaves écrasés sous le poids d'un travail excessif... C'est la grande propriété qui a inventé et soutient le trafic des blancs et des noirs (...) C'est elle qui, dans les colonies, donne aux nègres de nos plantations plus de coups de fouet que de morceaux de pain.» [Lettre à Dubois de Fosseux, 1786]

ÉTAT NATUREL : «Dans l'état naturel, tous les hommes sont égaux. Il n'est personne qui ne convienne de cette vérité. Pour justifier l'extrême inégalité des fortunes dans l'état de la société, on a dit cependant que, même dans l'état sauvage, tous les individus ne jouissaient pas rigoureusement d'une égalité absolue, parce que la nature n'avait point départi à chacun d'eux les mêmes degrés de sensibilité, d'intelligence, d'imagination, d'industrie, d'activité et de force ; point par conséquent les mêmes moyens de travailler à leur bonheur, et d'acquérir les biens qui les procurent. Mais si le pacte social était véritablement fondé sur la raison, ne devrait-il point tendre à faire disparaître ce que les lois naturelles ont de défectueux et d'injuste? [Cadastre perpétuel, 1789]

DROIT DE VIVRE : «Le droit de vivre est le droit par excellence, il est tout ce qu'il y a de plus sacré sur terre, il est imprescriptible : attenter à ce droit, c'est commettre le plus grand de tous les crimes... Vivre ce n'est pas pâtir, ce n'est pas languir, ce n'est pas végéter à peine et se traîner tant bien que mal à grand renfort de privations et de misère depuis le berceau jusqu'à la fosse. Vivre, c'est parcourir librement le cercle de notre existence en donnant, à toutes les périodes dont elle

se compose, ce qui convient à notre organisation tant au physique qu'au moral.

Le droit naturel de l'homme n'est pas autre chose que son droit de vivre, consacré dans la plupart des législations qui punissent non seulement les infanticides, mais aussi les avortements et même les suicides. Vivre, dans le sens qu'il faut donner à ce mot, étant un droit, supérieur à tout ce qui a été parmi les hommes, à tort ou à raison, baptisé de droit, il s'ensuit qu'il doit être maintenu, soutenu, revendiqué, ressaisi par tous les moyens possibles, ruse ou violence - dans ce cas, rien n'est illégitime.

Le droit de vivre implique d'une manière absolue celui de combattre tout ce qui, de façon ou d'autre, nuit ou s'oppose à l'exercice de ce droit : attaquer, ce n'est alors que se défendre.» [Lettre à Dubois de Fosseux, 1786]

INSURRECTION : «Perfides ou ignorants! Vous criez qu'il faut éviter la guerre civile? Qu'il ne faut point jeter parmi le peuple de brandon de discorde? Et quelle guerre civile plus révoltante que celle qui fait voir tous les assassins d'une part, et toutes les victimes sans défense de l'autre? Pouvez faire un crime à celui qui veut armer les victimes contre les assassins? Ne vaut-il pas mieux la guerre civile où les deux partis peuvent se défendre réciproquement?...

La discorde vaut mieux qu'une horrible concorde où l'on étrangle la faim. Que les partis en viennent aux prises ; que la rébellion partielle, générale, instantane, reculée se détermine ; nous sommes toujours satisfaits. Que l'on conspire contre l'oppression, soit en grand, soit en petit, secrètement ou à découvert, dans cent mille conciliabules ou dans un seul, peu nous importe, pourvu que l'on conspire.. Le peuple, dit-on, n'a point de guides : qu'il en apparaisse et le peuple, dès l'instant, brise ses chaînes et conquiert

du pain pour lui et pour toutes ses générations.» [Manifeste des plébéiens, 1795]

POUVOIR : «La monarchie d'un seul ou de plusieurs tombe toujours nécessairement dans des mains impures et perfides. Celui qui accepte ce pouvoir est par cela seul perfide et impur. L'homme qui a accepté une fois de boire dans la coupe de l'autorité sans bornes est un tyran et le sera toujours.» [Lueurs philosophiques]

DIEU : «Le Dieu du genre humain, c'est le genre humain lui-même.» [Prison d'Arras, 1795]

JUIFS : «Il est bien temps de revenir des préjugés fanatiques qui pendant si longtemps ont donné lieu à rendre ce peuple pacifique la victime malheureuse des persécutions de toutes les sectes.» [Correspondance de Londres, 1789]

FEMMES : «Ne voit-on pas tous les jours des femmes mener à bien des négociations dans lesquelles les hommes les plus retors auraient échoués? Elles excellent donc dans la diplomatie bon nombre d'établissements de commerce ont prospéré sous la direction de femmes, plus d'un mari n'a rétabli sa fortune et ses affaires délabrées qu'après en avoir confié la gestion à sa compagne plus intelligente et plus énergique que lui-même.

Les ménages ainsi gouvernés ne sont pas rares. Combien de femmes sont les oracles de leurs maris qui n'entreprendraient rien, ne s'arrêteraient à aucune décision sans les avoir consultées? (...) Vieille conjuration d'une moitié du genre humain pour retenir l'autre sous le joug (...)» [Cit. par Daline]

SACRIFICE : «Ce sera lorsqu'on m'aura coupé la main, lorsque les bourreaux m'auront arraché la langue, mais ce ne sera qu'alors, que je cesserai de tracer, d'articuler et d'embrasser la défense des citoyens opprimés.» [Lettre, 1792]

[1] **Gracchus** : Les frères Gracchus militaient à Rome pour la réforme agraire. On les assassina tous les deux. (133 et 121 Avant JC).

[2] **Droits féodaux** : droits associé depuis le moyen âge à certaines propriétés foncières, par exemple de chasser sur les terres, de couper les branches, ou d'exiger que tous les occupants utilisent le moulin du propriétaire.

[3] **Cahiers de doléances** : pour préparer les États-Généraux, chaque commune devait remettre au gouvernement une liste de ses revendications.

[4] **Sections populaires** : groupes de militants désignés par les divers quartiers de Paris. Ils font souvent pression sur la Convention.

[5] **Égaux** : les Égaux, aussi appelés Babouvistes, militent à partir de 1795 pour les idées de Babeuf. Les plus connus sont Buonarotti, Darthé, Pelletier, Germain, Bodson, et la chanteuse Sophie Lapierre.

Sur les oeuvres de Staline en russe

par Vijay Singh, de la revue «**Revolutionary Democracy**» (Inde)

editor_revdem@indiatimes.com

Nous sommes Partie 3b - Vol. 16 Part 1 - Vol. 16 Partie 2 - Vol. 17 - Vol. 18 . À mesure que les nouveaux volumes seront publiés, nous les placerons dans le site de Revolutionary Democracy. mes très fiers de vous annoncer que la section sur les archives de Staline du site de: Revolutionary Democracy: www.revolutionarydemocracy.org/ en coopération avec l'Université ouvrière de Moscou, qui publie de nouveaux volumes des écrits de Staline, a enregistré les volumes suivants: И. В. СТАЛИН Vol. 14 - Vol. 15 Partie 1 - Vol. 15 Partie 2 - Vol. 15 Partie 3a - Vol. 15.

«Communisme versus Opportunisme» (1946) de Fergus McKean

Comment le PC du Canada est devenu révisionniste
«Communisme versus Opportunisme» de Fergus McKean, un guide contre le révisionnisme au Canada et aux États-Unis

Par Antonio Artuso



«La rupture avec l'opportunisme est la première condition du véritable communisme» (Lénine)

Le révisionnisme est la tendance qui consiste à "réviser" en particulier trois principes de Marx et de Lénine: (1) voie révolutionnaire; (2) dictature du prolétariat; (3) confiscation des moyens de production des mains des capitalistes et édification de l'économie socialiste. On distingue le révisionnisme ancien (Bernstein, Kautsky et les opportunistes et réformistes de la IIe Internationale), radicalement combattu par Lénine pour permettre : (1) la construction du Parti bolchévique; (2) la victoire de la Révolution d'Octobre et (3) la création de la Troisième Internationale.

Le révisionnisme moderne, né du vivant de Staline : (1) aux États-Unis (Earl Browder) et au Canada (Tim Buck) d'une interprétation opportuniste du «Front uni contre le fascisme et la guerre» suite à la conférence de Téhéran (1943), qui a conduit à la création, par le Parti communiste du Canada, du Labour Progressive Party (LPP) / Parti ouvrier progressiste (POP); (2) en Yougoslavie (Tito - 1948) de l'acceptation du Plan Marshall; et (3) à la mort (assassinat) de Staline (1953) , par l'instauration, par Khrouchtchev, du révisionnisme moderne en l'URSS, dans les PC et dans le Mouvement communiste international, et du social-impérialisme (socialisme en paroles et impérialisme dans les faits), qui ont conduit à l'effondrement de l'URSS révisionniste en 1991.

En 1945, Fergus McKean, communiste canadien, après avoir lutté contre la ligne révisionniste de Browder et de Buck, voit son analyse confirmée par Jacques Duclos, du PC français, qui dénonce dans un article Browder. Fergus McKean quitte le parti canadien et écrit l'une des plus importantes analyses du début du révisionnisme moderne «Communisme versus opportunisme - Un examen de la révision du marxisme dans le mouvement canadien» (1946).

Le livre original en Anglais, intitulé «Communism versus Opportunism - An examination of the Revision of Marxism in the Communist Movement of Canada», se trouve dans l'«Encyclopedia of Anti-Revisionism On-Line»: <http://www.marxists.org/history/erol/ca.postww2/mckeanbook/index.htm>.

Il a été traduit en français et publié par EN LUTTE! sous le titre : «Communisme versus opportunisme - Un examen de la révision du marxisme dans le mouvement canadien» (1946), Fergus McKean, Les Presses de l'unité, Montréal, 1980.

Notes biographiques sur Fergus McKean

«L'auteur, Fergus McKean, a adhéré au Parti communiste du Canada en 1932. Il est devenu organisateur provincial du Parti en Colombie-Britannique en 1936 et secrétaire du Parti dans cette province en 1938. En Juin 1940, il a été détenu en vertu des Règlements sur la Défense du Canada. Libéré en octobre 1942, après deux années et quatre mois de prison, il a été nommé secrétaire provincial de la Colombie-Britannique du Comité communiste d'appui total à la guerre. Dès la formation de ce comité, en août 1943, il a été élu leader provincial en Colombie-Britannique du Parti ouvrier progressiste (POP). Il a démissionné du parti à la Réunion du Comité national du 12 août 1945, refusant de soutenir des politiques qui lui paraissent opposées aux intérêts de la classe ouvrière canadienne.» (Introduction du livre)

«Communisme versus Opportunisme», livre fondamental pour les communistes canadiens et étatsuniens

Au Canada et aux États-Unis, les marxistes-léninistes commencent à combattre le révisionnisme et la dégénérescence des deux partis. En 1946, alors qu'au Canada, McKean publie «Communisme versus Opportunisme», aux États-Unis un groupe antirévionniste fonde la revue «The Spark» (L'Étincelle) et publie une lettre de Fergus McKean («A Letter from Canada») pour combattre le révisionnisme de Browder (USA) et de Tim Buck (Canada). La lettre se trouve dans : <http://www.marxists.org/history/erol/ca.postww2/mckeanletter.htm>, de l'«Encyclopedia of Anti-Revisionism On-Line» du MIA (Marxist International Archives)

Lettre de Fergus McKean dans «The SPARK», revue antirévionniste des USA

Dans sa lettre, McKean salue la revue comme étant la première tentative de publication vraiment marxiste en Amérique du Nord des dernières années. Il affirme : (1) la nécessité de sauver le marxisme des mains des opportunistes qui l'ont falsifié, avili et discrédité au cours des dix dernières années; (2) la justesse du marxisme-léninisme, science du changement social; (3) le fait que le marxisme est à l'ordre du jour de l'histoire; (4) la nécessité incontournable d'un Parti communiste authentique. Sans parti marxiste, la lutte victorieuse contre le fascisme et la guerre aurait été difficile, voire impossible, et l'instauration du socialisme est impossible.

Il explique la situation tragique du monde à ce stade critique de l'histoire : aux États-Unis et dans le Commonwealth britannique, les deux bastions de l'impérialisme de l'époque, les peuples se retrouvent sans partis marxistes. Ce fait n'est pas un hasard : comme l'affirmait Lénine, «l'impérialisme est la base économique de l'opportunisme». C'est parce que l'impérialisme anglo-saxon do-

mine et exploite le monde entier qu'aux USA et en GB l'opportunisme l'emporte sur le marxisme au sein du mouvement ouvrier et communiste.

Il explique qu'il a rompu avec le parti suite à la lettre de mai 1945 de Jacques Duclos, qui dénonce la tendance révisionniste au sein de la direction du parti étatsunien et le refus, par la direction canadienne, de reconnaître sa ligne révisionniste. En effet, un mois avant la lettre de Duclos, Buck avait décrit le révisionniste Browder comme «l'exceptionnel penseur marxiste de l'hémisphère occidental», et le LPP avait participé aux élections fédérales sous le slogan «Liberal-Labor Coalition», coalition du mouvement communiste avec le Parti libéral (bourgeois) visant à s'unir pour former ensemble le prochain gouvernement et ainsi «préserver l'unité nationale» et «le niveau croissant de prospérité» du Canada de l'après-guerre.

«Communisme versus Opportunisme» de Fergus McKean guide contre le révisionnisme au Canada et aux États-Unis

L'URSS et le socialisme ne pourront être reconstruits que par la lutte contre le révisionnisme. «L'Étoile du Nord» numérisera la version en français de «Communisme versus Opportunisme» de Fergus McKean. Nous traduirons prochainement en français la lettre de McKean à «The Spark», qui résume ses analyses.

Une histoire glorieuse à étudier, celle du Parti communiste du Canada de 1921 à 1943

L'urgence d'étudier pour reconstruire le PCC et le Mouvement communiste international

par Antonio Artuso

En 20 années seulement (1921-1943), guidé par les principes du marxisme-léninisme, le Parti communiste du Canada deviendra le parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Il regroupera l'avant-garde du prolétariat et des milliers de membres et de sympathisants déterminés à détruire le système capitaliste et à instaurer le socialisme. Il dirigera, de façon exemplaire et héroïque, au prix de lourds sacrifices, la lutte de classe du prolétariat canadien contre la crise, le fascisme et la guerre.

Il réalisera des tâches colossales au service du socialisme et de l'internationalisme prolétarien. Cette histoire, brève mais glorieuse, interrompue par plus de 60 années de révisionnisme (Voir Fergus McKean), reprendra avec la reconstruction communiste, jusqu'à l'instauration du socialisme. Elle doit être étudiée en profondeur par chaque militante/ant et chaque organisation.

(Entre crochets, indication des pages du livre «Le Parti du socialisme – L’histoire du PCC (1921-1976)», Éditions Nouvelles frontières, Montréal, 1985). 1917 : Révolution d’Octobre – profondes répercussions mondiales. 1918 : Guerre civile et intervention de 14 puissances impérialistes contre la Russie soviétique. Création de comités «Bas les pattes en Russie! / Hands Off Russia!» d’appui à la Russie soviétique (ancêtres de Northstar Compass).

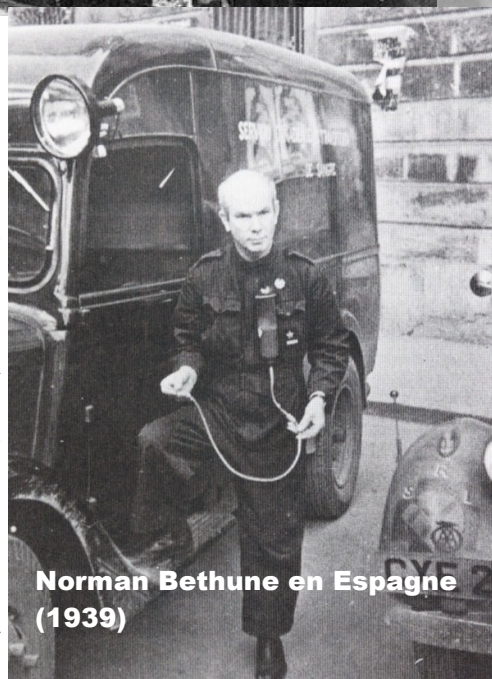
Dans tout le Canada, Canadiens anglophones, francophones et immigrants (ukrainiens, finlandais, etc.) mènent des luttes de ligne intenses pour s’unir idéologiquement, politiquement et organiquement afin de créer le parti. 1919 : Grève générale de Winnipeg. 1921 : Fondation du Parti. Adhésion aux 21 conditions d’admission au Komintern : http://www.marxists.org/francais/inter_com/1920/ic2_19200700b.htm [31].



Grande marche des chômeurs sur Ottawa

Perfectionnement des techniques de l’organisation illégale [31].

Travail intense de fondation et d’organisation : «The Worker» et autres journaux communistes; Collège du travail; Ligue des jeunes communistes; Amis canadiens de la Russie soviétique; Syndicats, d’organisations de fermiers. 1923 : Fin de la loi des mesures de guerre et dissolution de l’organisation illégale du Parti. Ligue d’éducation syndicale. 1926-1927 : Solidarité : Grève britannique, Sacco et Vanzetti, etc.; 1928 : Répression policière s’intensifie contre les communistes (interdiction de manifester, de tenir



Norman Bethune en Espagne (1939)

des assemblées publiques, saisie de journaux dans les imprimeries, etc.); 1929 : Début de la Grande crise économique mondiale. Le PC organise mouvements de masse d’ouvriers, de fermiers et de chômeurs contre les responsables de la crise. Ligue d’unité ouvrière, Ligue d’unité des fermiers, marches de la faim, marche historique sur Ottawa («On to Ottawa Trek») [101]. 1930 : Fondation du journal «L’ouvrier canadien» en français. Ligue des femmes ouvrières. Ligue d’éducation ouvrière. 1935 : Promotion du «Front uni contre le fascisme et la guerre», tactique du Komintern. 1936 : Guerre civile d’Espagne - Plus de 1 300 volontaires antifascistes combattent en Espagne (Bataillon Mackenzie-Papineau / Brigades internationales) – Norman Bethune – 1939 - 2^{ème} Guerre mondiale. Des centaines de communistes canadiens iront combattre en Europe.

Bataillon Mackenzie-Papineau du Canada (Brigades internationales)



Alors que l’impérialisme entraîne, toujours davantage, l’humanité dans la crise, le fascisme et la guerre, la tâche urgente et incontournable des communistes est de reconstruire le Parti communiste du Canada et le Mouvement communiste international. À la phase actuelle consiste à atteindre l’unité idéologique, politique et organique. Les personnes, groupes et partis qui se réclament du communisme, ont le devoir d’étudier, à la lueur des principes de Marx et d’Engels, de Lénine et de Staline, de l’histoire du mouvement communiste canadien et international et d’entreprendre un débat général pour la création d’un et d’un seul PC au Canada et d’un et d’un seul MCI dans le monde. **A.A**

Les bombes intelligentes de Wall Street

Par Manlio Dinucci
pour le Réseau Voltaire

Il existe divers types de smart bombs, « bombes intelligentes », utilisées par celui que Les Leopold définit efficacement comme le « gouvernement secret de Wall Street », la puissante oligarchie financière qui contrôle l'État .

Les premières sont celles de propagande qui frappent le cerveau, embrumant les yeux et faisant voir des choses qui n'existent pas. Elles sont aujourd'hui massivement employées pour mystifier la réalité de la crise, pour nous convaincre que celle-ci est provoquée par la dette publique et que, pour nous sauver, nous devons faire de durs sacrifices en faisant des coupes dans les dépenses sociales. La dette publique est pourtant une conséquence, non pas une cause de la crise.

Celle-ci est due au fonctionnement même du marché financier, dominé par de puissantes banques et groupes multinationaux. Il suffit de penser que la valeur des actions cotées à Wall Street, et dans les Bourses européennes et japonaises, dépasse celle de tous les biens et services produits annuellement dans le monde. Les opérations spéculatives, effectuées avec d'énormes capitaux, créent une augmentation artificielle des prix des actions et d'autres titres, qui ne correspond pas à une croissance effective de l'économie réelle : « bulle spéculative » qui tôt ou tard explose, en provoquant une crise financière. En ce point, interviennent les États avec des opérations de « sauvetage », reversant de l'argent public (et donc augmentant la dette) dans les caisses des grandes banques et des groupes financiers privés qui ont provoqué la crise.

Aux États-Unis seulement, le dernier « sauvetage » se monte à plus de 7 000 milliards de dollars, dix fois plus que ce qui est officiellement déclaré. Comment cela peut advenir s'explique par le fait que les candidats aux présidentielles sont financés, à travers des « donations » et en d'autres manières, par les grandes banques, parmi lesquelles Goldman Sachs, et que l'administration Obama, à

peine entrée en fonction, a nommé à des postes clé leurs personnes de confiance, qui font partie de la Commission Trilatérale. Celle-là même où Mario Monti, consultant international de Goldman Sachs et à présent chef du gouvernement italien, siège en qualité de président du groupe européen. On ne doit donc pas s'étonner si le gouvernement secret de Wall Street utilise aussi, en fonction de ses intérêts, des « bombes intelligentes » réelles.

Ce n'est pas un hasard si les dernières guerres, effectuées par les États-Unis et par l'OTAN, ont « intelligemment » frappé des États situés dans les aires riches en pétrole (Irak et Libye) ou avec une position régionale importante (Yougoslavie et Afghanistan).

Des États comme l'Irak de Saddam Hussein, qui menaçait de se décrocher du dollar en vendant du pétrole en euros et autres valeurs ; ou bien comme la Libye de Kadhafi, qui programmait de créer le dinar d'or comme concurrent du dollar et promouvait des organismes financiers autonomes dans l'Union africaine, dont le développement aurait réduit l'influence de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Pour des raisons analogues, on prend aujourd'hui pour cible la Syrie et l'Iran. Crise et guerre sont deux faces de la même médaille.

Car, aussi, la guerre fait croître la dépense militaire qui, en alourdissant la dette publique, impose des sacrifices ultérieurs. L'Italie, estime le Sipri, est arrivée à une dépense militaire annuelle de 28 milliards d'euros : environ le coût de la manœuvre financière qui sera payé par la grande majorité de la population. Mais on n'en parle pas. Les bombes de Wall Street sont vraiment intelligentes.



Le sens de la crise grecque

par Pascal Franchet vice-président du Comité pour l'abolition de la dette du Tiers Monde, France.

Pour Mondialisation.ca

Il a été dit beaucoup de choses sur la crise et la Grèce ces dernières semaines, des plus nauséabondes[1] aux plus confuses. Il en résulte un argumentaire exportable dans tous les pays développés. Les médias ont abondamment repris le message officiel qui tient en 5 chapitres:

- 1) La Grèce a triché pour cacher une dette publique «insoutenable» ;
- 2) Elle est au bord de la cessation de paiement comme d'autres pays de la zone euro ;
- 3) L'Union européenne compatit mais n'y peut rien si ce n'est encourager des plans de rigueur et demander la mise sous tutelle du pays ;
- 4) La Grèce doit prendre des mesures d'austérité pour réduire son déficit public ;
- 5) La sortie de crise des pays développés implique des plans d'austérité et de rigueur de même nature.

Il faut décoder ce message idéologique destiné en fait à tous les peuples des pays du Nord.

1) La Grèce a triché pour cacher une dette publique «insoutenable»

Oui sans doute et cela révèle un État gangréné par la corruption et les petits arrangements entre amis. Il semble établi aujourd'hui que la banque américaine Goldman Sachs, par des montages complexes (swaps de devises) et des produit dérivés, ait permis au gouvernement grec de réduire fictivement sa dette publique de plus de 2 milliards d'euros[2] au moyen d'un prêt invisible. Cela avait permis à la Grèce d'entrer dans la zone euro. Il est également établi que les gouvernements successifs depuis 2001 ont fermé les yeux sur cette minoration de la dette publique.

Mais elle n'est pas la seule et les pays de la zone euro font assaut d'hypocrisie en la matière.

En 1996, l'Italie a eu recours à des swaps avec la banque J.P.Morgan pour réduire artificiellement son déficit. Depuis, Berlusconi a cédé pour 10 Mds d'euros les droits d'entrée des musées nationaux à une société financière qui reçoit en échange 1,5 Mds d'euros par an pendant 10 ans

Tableau 1 : État de la dette publique dans les principaux pays de la zone euro en % du Produit intérieur brut (PIB)

Tableau 1 : État de la dette publique dans les principaux pays de la zone euro en % du Produit intérieur brut (PIB)

	2007	2008	2009*	2010**	Accroissement
Autriche	59,4%	62,5%	70,4%	75,2%	26,6%
Belgique	84%	89,6%	95,7%	100,9%	20,1%
Finlande	-	33,4%	39,7%	45,7%	36,8%
France	63,8%	68%	75,2%	81,5%	27,7%
Allemagne	65,1%	65,9%	73,4%	78,7%	20,9%
Grèce	94,8%	97,6%	103,4%	115%	21,3%
Irlande	25%	43,2%	61,2%	79,7%	218,8%
Italie	103,5%	105,8%	113%	116%	12,2%
Pays-Bas	45,6%	58,2%	57%	63,1%	38,4%
Portugal	63,5%	66,4%	75,4%	81,5%	28,3%
Espagne	36,2%	39,5%	50,8%	62,3%	72,1%
Zone euro	66%	69,3%	77,7	83,6%	26,0%

*estimation ; ** prévision. Source : Eurostat

NB : pour la Finlande, le taux d'accroissement est calculé sur 2008

. **La France**, elle, a émis en 2000 des emprunts et inscrit le remboursement des intérêts à la fin d'une période de 14 ans. En 2004, Goldman Sachs et Deutsche Bank ont réalisé un montage financier pour l'Allemagne appelé «Aries Vermoögensverwaltungs». **L'Allemagne** aurait ainsi emprunté à des taux largement supérieurs à ceux du marché, uniquement pour éviter que la dette n'émerge dans les comptes publics[3].

Relativiser le «gouffre abyssal» de la Grèce

La Grèce aurait donc un déficit de 12,7% et non de 6% comme annoncé par l'ancien gouvernement et une dette publique de 115% mais si on compare à d'autres pays, il n'y a pas de quoi hurler avec les loups. Le coût du service de la dette était de 14% du PIB en 1993, il est maintenant de 6% ! La situation des comptes de l'État grec est certes loin de l'équilibre mais elle est moins dégradée comparativement à d'autres pays du Nord. **Ni la Commission européenne, ni Eurostat et encore moins les agences de notation, n'ont de leçons à donner à la Grèce!**

Depuis 2001, la Commission européenne ne pouvait ignorer le peu de fiabilité des comptes présentés par la Grèce.

Elle n'avait qu'à regarder les comptes des administrations centrales de ce pays pour mesurer le déficit permanent du budget de l'État grec, de voir la multiplication des commandes d'armements, d'apprécier le coût des Jeux Olympiques de 2004 et les comparer aux moyens budgétaires et aux réserves détenues par la Banque centrale grecque pour comprendre que la dette officielle (rendue présentable pour intégrer la zone euro) n'était pas celle annoncée. Elle ne pouvait l'ignorer mais en réalité ne voulait pas le dénoncer.

L'intégration de la Grèce dans la zone euro lui était nécessaire pour des questions politiques et géostratégiques. Les meilleurs avocats de la Grèce étaient, en 2001, la France (2^{ème} fournisseur en armement de la Grèce) et l'Allemagne. Les banques de ces deux pays détiennent aujourd'hui 80% de la dette grecque.

Du côté d'Eurostat, pas de leçons non plus à donner!

Selon l'agence Bloomberg, Eurostat était parfaitement au courant de cette opération. C'est aussi au nom de règles comptables bien arrangeantes que l'institut statistique de l'UE écarte des encours des dettes publiques, les milliards d'euros donnés aux banques sans contrepartie dans le cadre des plans de sauvetage (décision SEC de juin 2009).



C'est le même Eurostat qui permet de ne pas intégrer dans l'encours de la dette publique les montants des emprunts lancés par les États («grand emprunt» en France, emprunts grec et portugais). Et pourtant, les contribuables (ceux qui ne bénéficient pas des réductions d'impôts accordées aux classes aisées) devront bien régler ces sommes d'une façon ou d'une autre.

Quant aux agences de notation, quelle fiabilité leur accorder ?

Elles ont une crédibilité sacrément sujette à caution, elles qui notaient au plus haut Lehman Brothers trois jours avant sa faillite et triple A, les *subprimes* titrisés !

Ces mêmes agences «extralucides» font pourtant la pluie et le beau temps sur les marchés financiers, y compris ceux non réglementés dits OTC (Over The Counter – «de gré à gré») tels le marché des produits toxiques ou des CDS (Credits Default Swaps- assurances contre le risque d'impayés).

Elles sont intimement liées aux banques anglo-saxonnes (et notamment à Goldman Sachs et à Citibank). Ces agences ne travaillent pas avec une boule de cristal, mais avec les données fournies par l'émetteur de l'emprunt considéré ou de la mise sur le marché de tel ou tel produit.

Dans le cas qui nous occupe, elles n'ont abaissé la note des emprunts d'État qu'une fois que de nouvelles données ont été fournies par le gouvernement grec lui-même après le changement de majorité

2) La Grèce est au bord de la cessation de paiement comme d'autres pays de la zone euro

Le message a une fonction première : celle d'augmenter les taux de rémunération (primes de risque) et donc les profits des prêteurs (dont Goldman Sachs et des *hedge funds*). L'emprunt émis par la Grèce s'est ainsi négocié à 6,40 % soit le double de ce qu'un créancier pouvait espérer en la matière. A noter que cet emprunt de 5 milliards d'euros a reçu, lors de l'appel d'offre, 3 fois l'offre initiale[4]. Beau démenti de la part des financiers pour un pays considéré comme «au bord de la cessation de paiement».

L'idéologie dominante a une propension à comparer la situation du budget de l'État avec celui d'un ménage ou d'une entreprise, ce qui n'a aucun sens. Un État, à la différence d'un ménage ou d'une entreprise, a toujours la possibilité d'augmenter ses recettes via l'impôt. C'est, avec une espérance de vie bien supérieure, une différence essentielle et la raison qui rend absurde cette comparaison.

L'État américain existe depuis 221 ans et accumule de la dette depuis 1837, soit 173 années consécutives[5].

La seconde raison d'être de ce discours alarmiste est de préparer l'opinion publique à accepter une cure de régression sociale et d'austérité. Le gouvernement grec a aussi toute latitude de procéder à une réforme en profondeur de la fiscalité pour abolir les cadeaux fiscaux et sociaux faits aux classes aisées et aux entreprises, imposer les revenus du capital et de la rente, bref d'augmenter ses recettes fiscales pour supprimer son déficit budgétaire. C'est bien une question de choix politique que le PASOK (Parti socialiste en Grèce) choisit de ne pas faire parce qu'il est d'accord sur l'essentiel du néolibéralisme : le monde grec est et doit rester dans une économie néolibérale de marché!

Les politiques publiques menées depuis plusieurs dizaines d'années par les gouvernements successifs ont accru les déficits publics et le stock de la dette publique. L'entrée dans la zone euro (2001) n'a fait qu'amplifier ce phénomène.

3) L'Union européenne compatit, mais n'y peut rien si ce n'est exiger

des plans de rigueur et demander la mise sous tutelle du pays

La Banque centrale européenne (BCE) n'a pas le droit de prêter aux États!

Alors que la Banque centrale européenne a prêté massivement aux banques privées en 2008-2009 pour les sauver de la faillite, elle n'est pas autorisée à en faire autant à l'égard des pouvoirs publics des États membres. C'est un comble.

Il faut dire que l'article 123 du Traité de Lisbonne stipule l'interdiction faite à la BCE et aux Banques centrales des États membres de procéder à «*l'acquisition directe auprès des autorités publiques, des autres organismes ou entreprises publics des États membres des instruments de leur dette*».

Donc, pas d'acquisition «*directe*» (et pas d'aide aux États) mais des prêts préférentiels sont pourtant accordés aux banques qui déposent en garantie ... des titres des obligations des États (dont ceux de l'État grec!).

Belle hypocrisie que cette mécanique permise par le Traité de Lisbonne. La Banque Européenne d'Investissement, dont on connaît l'amoralité dans les pays en développement[6] ne peut pas non plus financer le déficit grec? Sur le papier, c'est vrai. Mais dans la «vraie vie», elle finance bien des projets d'investissement discutables qui creusent le déficit public et augmentent la dette publique comme les Jeux Olympiques de 2004 dont le coût total n'est toujours pas connu (estimé entre 20 et 30 milliards d'euros).



4) La Grèce doit prendre des mesures d'austérité pour réduire son déficit public

C'est là où les tenants du capitalisme économique et financier veulent en venir! Prenant prétexte d'une dette publique considérée comme «insoutenable», le gouvernement impose, au nom d'un assainissement budgétaire, une cure d'austérité sans précédent à sa population : fin des mesures de relance, gel des salaires des fonctionnaires en 2010, baisse de 10% des primes et de 30% des heures supplémentaires dans la fonction publique, 10% de baisse aussi des dépenses publiques dont 100 millions d'euros en moins pour l'éducation, réduction des dépenses hospitalières, allongement de 2 ans de l'âge de départ en retraite qui passe ainsi à 63 ans, gel des embauches, réduction des CDD dans la fonction publique, augmentation des taxes sur les combustibles, le tabac, les téléphones portables, hausse de 2 points de la TVA...

Et l'Union européenne en veut plus! Elle exige des réformes structurelles qui concernent l'ensemble des administrations, la libéralisation du marché des marchandises, la flexibilisation du travail, des réformes en profondeur des retraites et de la santé...

Au bas mot, c'est 15% de chômage au moins et une contraction de 7,5% du PIB qui attend le peuple grec à court terme, selon les prévisions de la Deutsche Bank.

Et pourtant, d'autres solutions budgétaires internes existent!

Les économies attendues avec le plan d'austérité sont de l'ordre de 5 Mds d'euros. D'autres choix sont pourtant possibles! Ainsi, la Grèce est le pays de l'UE dont les dépenses militaires sont les plus importantes en pourcentage du PIB national. Elles atteignaient 9,642 Mds de dollars en 2006[7]. En 2008, la Grèce tenait le premier rang européen avec 2,8% de son PIB consacré à l'armement et ce chiffre n'inclut pas la totalité des dépenses militaires[8]. Ce coût considérable pour le budget de l'État profite d'abord aux industries d'armements américaines et européennes.

La Grèce est aussi le numéro 1 mondial des flottes commerciales avec plus de 4 000 navires qui ponctionnent chaque année l'État grec de près de 6 Mds d'euros de TVA grâce à des mécanismes avantageux.

La majorité des gros employeurs ont transféré leurs actifs dans des sociétés *off-shore* chypriotes (et n'y sont imposés qu'au

taux de 10%). L'église grecque orthodoxe est exonérée d'impôt, bien que championne nationale de détention de biens immobiliers. Les banques grecques ont perçu 28 Mds d'euros de fonds publics au titre de plans de sauvetage sans aucune contrepartie et maintenant, elles spéculent contre la dette publique en toute impunité. Les moyens existent donc de faire autrement!

Ils supposent une réforme en profondeur de la fiscalité mais le gouvernement PASOK, au service des capitalistes, a choisi de laisser les choses en l'état et de faire payer les pauvres pour rester dans la zone euro, pourtant source de déréglementation et de perte de souveraineté nationale, au nom de la «concurrence libre et non faussée».

5) La sortie de crise des pays développés implique des plans d'austérité et de rigueur de même nature

Dans tous les pays développés, le même message est reproduit par les gouvernants et les médias. Que ce soit au Portugal où le gouvernement s'est lancé dans un vaste programme de privatisation des services publics ; en Espagne, empêtrée dans la crise immobilière et qui connaît un taux de chômage autour de 20% ; en Irlande dont le déficit budgétaire est voisin de celui de la Grèce ; en Italie qui détient le record de l'UE avec une dette publique à 127% de son PIB ; ou encore au Royaume-Uni dont le déficit dépasse désormais les 14,5%.

Les autres pays européens doivent s'attendre aussi à passer à la moulinette des plans d'austérité. Les projets de réforme des régimes de retraite et la casse des systèmes de santé et de sécurité sociale sont déjà partout à l'oeuvre en Europe.



Une chose est certaine : l'argent public, obtenu à taux très faible par les grandes banques privées auprès de la Banque centrale européenne, n'ira pas aux ménages ni aux entreprises. Les encours de crédit ont massivement diminué en 2009 partout en Europe. Cet argent va déjà et ira de nouveau à la spéculation sur le «risque souverain», la dette publique. Aujourd'hui, la Grèce ; demain, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, l'Irlande. Après-demain, la Belgique, la France... La zone euro se trouve complètement éclatée et révèle son véritable visage : c'est un système construit pour les économies les plus riches sur le dos des plus pauvres.

Conclusions provisoires et six propositions

L'Union européenne est en faillite politique : avec une monnaie commune mais une concurrence fiscale et sociale entre ses États membres, avec son marché commun mais sans aucun mécanisme de transfert de ressources des riches vers les pauvres, avec son dogme néolibéral qui écrase les peuples, elle est incapable de fournir une réponse à la crise pour sa population.

En retour, les peuples commencent à organiser la riposte et se mobilisent : deux grèves générales massives et consécutives en Grèce, des manifestations monstres dans la plupart des grandes villes ; à 93%, les Islandais ont refusé le paiement des dettes privées prévu par la loi Icesave [9] ; des manifestations impressionnantes au Portugal ; des manifestations aussi le 23 mars qui marquent le début d'un 3^{ème} tour social en France. Le vent se lève partout en Europe et porte le refus des salariés, des retraités et des pauvres, à faire les frais de la crise.

Ce qui manque à ces mobilisations, outre de rompre avec l'isolement des luttes, c'est un débouché qui fasse le lien entre le social et la réponse politique. Partout en Europe, les mouvements sociaux ont besoin de porter des éléments de programme alternatifs pour répondre à la crise systémique, faisant le choix de la défense et de l'élargissement des droits collectifs contre la logique de la valorisation du capital.

La question centrale posée par ces «crises-prétextes» des dettes publiques au Nord tient en une autre répartition des richesses.

Pour cela, il faut tenir deux fers au feu : augmenter les salaires en prélevant sur les dividendes et mettre en œuvre une réforme fiscale d'ampleur.

Augmenter les salaires serait porteur d'un désendettement des ménages et ouvrirait des débouchés à la production de biens et de services.

Il faut également une réduction radicale du temps de travail avec maintien des salaires et embauches compensa-

toires. Cela permettrait de répondre à la fois au problème du chômage, à celui du financement de la sécurité sociale (grâce à l'augmentation du nombre de cotisants) et à l'insuffisance de loisirs pour ceux qui travaillent.

Une réforme fiscale harmonisée à l'échelle européenne permettrait d'annuler les nombreuses niches fiscales, de rétablir une fiscalité progressive pour tous les revenus (impôts sur le revenu et impôt sur les sociétés), de réduire ou de supprimer les impôts indirects qui frappent surtout les plus pauvres (TVA, taxes sur les produits pétroliers), instaurerait un impôt exceptionnel sur les revenus financiers et sur le patrimoine des créanciers de la dette, sans oublier la taxation des autres revenus du capital et de la rente immobilière.

Une politique budgétaire assainie de notre point de vue devra aussi annuler les nombreuses exonérations de cotisations sociales des entreprises, augmenter les cotisations des employeurs, et ainsi garantir un développement de la protection sociale pour tous et un niveau correct des retraites et des pensions.

Enfin, le système financier a fait la preuve de sa nocivité sociale. Il faut exproprier les banques ainsi que les autres organismes financiers, les transférer vers le domaine public et les placer sous contrôle citoyen. C'est aussi la nécessité de procéder à un audit citoyen des dettes publiques, d'en mesurer la légitimité ou l'illégitimité (qu'ont-elles financé ?). Mettons ces propositions en débat pour déterminer un cahier de revendications

Notes: [1] Des «bons mots» empreints de racisme comme le titre de l'article du journal Le Monde du 6 février 2010 «La "mauvaise Grèce" met l'euro sous tension », à l'acronyme «PIGS», cochons en anglais (Portugal, Irlande, Grèce et Espagne -Spain) inventé par le très libéral journal The Economist.

[2] « Avec la complicité de Goldman Sachs, elle a ainsi amélioré la présentation de ses comptes, et c'est ce qui lui est reproché. Pourtant ce gain a été marginal. Les transactions incriminées, réalisées en 2001, auraient abaissé la dette grecque de 2,367 milliards d'euros, faisant passer celle-ci de 105,3 à 103,7% du PIB sur la période concernée. » <http://www.irefeurope.org/content/le-masque-grec>

[3] <http://www.lexpansion.com/Services/imprimer.asp?idc=226849&pg=0>

[4] Dépêche AFP du 4 mars 2010

[5] «Cessons de comparer le budget du gouvernement à celui d'un ménage», par Randall Wray, http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2976

[6] Sur le site des Amis de la terre : <http://www.amisdelaterre.org/-Banque-europeenne-d-investissement.html>

[7] Dépenses militaires mondiales www.jul7.com

[8] Source OTAN = <http://www.nato.int/docu/pr/2009/p09-009.pdf>

[9] Voir Olivier Bonfond, Jérôme Duval, Damien Millet « Ouf ! les Islandais ont dit massivement 'non' » <http://www.cadtm.org/Ouf-les-Islandais-ont-dit>

RUBRIQUE «COMMÉMORATIONS» : Déclaration de l'Union des officiers soviétiques d'Ukraine

Déclaration de l'«Union des officiers soviétiques d'Ukraine» à l'occasion du Jour de la Victoire Moscou, le 9 mai 2012 – publiée dans «Northstar Compass» - Vol. 22 # 17-18 – Juin/Juillet 2012

Nous, les lieutenants colonels Vladimir Kovalski et Ivan Tsarsky, officiers soviétiques d'Ukraine, et la lieutenant Galina Savchenko, de l'Armée soviétique, vêtus d'uniformes de l'Armée rouge de 1943, sommes venus à Moscou, afin de monter au monde entier, que la "déstalinisation" a échoué.

Regardez, mesdames et messieurs, combien de fleurs les Moscovites ont déposé en une demi-heure près du portrait de Staline, alors que des enfants plaçaient de leurs jouets en disant :

«C'est pour grand-père Staline!»

Nous avons traversé la période d'hystérie antistalinienne de Khrouchtchev, de Gorbatchev et de Yakovlev. Et aujourd'hui, une nouvelle tempête antistalinienne est en train d'être organisée chaque jour.

La provocation sur Katyn circule dans toute la Russie, mais elle ne passera pas! Staline est pour nous un symbole de la **Victoire** et de la **Renaissance**.

Plus notre peuple et les jeunes générations connaîtront Staline, et plus toutes et tous pourront l'aimer et le respecter, pour son leadership et sa capacité de diriger les soldats ordinaires, lui qui n'a jamais cessé de se consacrer totalement au socialisme et à l'Union soviétique.



L'ex-premier ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, Anthony Eden a dit : «Si toutes les planètes de notre système solaire participaient à des discussions et à des rencontres diplomatiques, et que chaque planète ne pouvait être représentée que par une personne, la seule personne qui pourrait représenter la terre serait Staline».



**9 mai 2012, jour de la victoire
Célébrations à Moscou**

